



AR 19

**RAPPORT DE L'ASSOCIATION DES AUDITEURS DE
L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE**

RÉGION DE TOULOUSE – MIDI-PYRENEES

**L'AMÉRIQUE LATINE :
ENJEU DE LA NOUVELLE DONNE GÉOSTRATÉGIQUE
ET GÉOPOLITIQUE MONDIALE ?**

Cycle d'études 2005-2006

**Rapporteur : Yves CABROL
Groupe I.H.E.D.N. de Tarbes**

Nous remercions les camarades des groupes I.H.E.D.N. de l'Ariège, de Toulouse et des Hautes-Pyrénées dont les travaux ont permis d'établir ce rapport général

<u>Ariège</u>	<u>Hautes-Pyrénées</u>	<u>Toulouse</u>
ALIQUOT C.	ARGOUNES J.	BEAUVOIS M.
ANOUILH A.	BARTHE B.	BOURDEL J.
BONNERY M.	CABROL Y.	CAVAILLES C.
GAJAN C.	CALATAYUD R.V.	CREMADEILS N.
GLEIZE G.	CHARDENOUX D.	DELTOUR D.
LOZES J.	DOMEC R.	FOVOA F.
NOUGUES G.	GOMEZ Y.	FRANCO G.
PECHIN M.	LACASSIE A.	LA PLANE F.
PRONO C.	LAGARDE PH.	MARICHY J.-P .
ROUBICHOU N.	LAVIGNE D.	MATHEU C
SOLER T.	MALAURIE F.	DE GENTIL O.
	MARCHI-LECCIA F.	SACCHIERO N.
	MITANCHEZ C.	WELTE A.-C.
	NABIAS J.L.	LEPOITTEVIN F.
	PONTRoue B.	
	VERDOUX A.	
	VIEU PH.	

On doit citer également la contribution de J.-M. DURANT

Les opinions émises dans le présent rapport n'engagent ni l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale, ni l'Association régionale des anciens auditeurs de Toulouse Midi-Pyrénées .

Le présent rapport a été reproduit grâce au concours du Conseil régional de la région Midi- Pyrénées

SOMMAIRE

PREAMBULE

CHAPITRE I - ESPACES POLITIQUES – ESPACES ECONOMIQUES – ENJEUX

I - GAUCHES "POSSIBILISTES" : REUSSITE OU ECHEC ?

- 1 - Calendrier électoral - Evolutions sociologiques
- 2 - Les limites des gauches "possibilistes"

II - L'AMERIQUE LATINE : LABORATOIRE DE L'ALTER MONDIALISME ?

- 1 - Les laissés pour compte
- 2 - H. CHAVEZ- E. MORALES, chefs d'Etats alter mondialistes ?
- 3 - Conséquences de l'émergence d'un axe bolivarien

III - HEGEMONISME US - OBJECTIFS - STRATEGIES

- 1- Le recentrage des objectifs
- 2 - Nouvelles stratégies

CHAPITRE II - LES VECTEURS DE L'EMANCIPATION

I - LES SYSTEMES D'INTEGRATION REGIONAUX

- 1 - Les objectifs
- 2 - Les moteurs
- 3 - Les freins

II - OUVERTURE A L'INTERNATIONAL - NOUVEAUX MARCHES - NOUVELLES SPHERES D'INFLUENCE

- 1- Etats Arabes
- 2 - Asie du Sud-Est
 - La Chine
 - L'Océan pacifique : "océan du futur"
- 3 - L'Union Européenne
 - Le rôle spécifique de l'Espagne
 - Accords-cadres et axes de coopération
 - La P.A.C. et le Mercosur
- 4 - La France
 - Des initiatives complémentaires

CHAPITRE III – PROPOSITIONS POUR UN INFLECHISSEMENT DES POLITIQUES EUROPEENNES ET FRANCAISES

- 1- Choix politiques,
- 2- Choix économiques et environnementaux
- 3- Choix éducatifs et culturels
- 4- La Guyane : un vecteur de pénétration

CONCLUSION

NOTES

ANNEXES

- 1- Utopies et mythes
- 2- Deux approches de gauches "possibilistes" : Chili - Brésil
- 3- Les paysans du Paraguay
- 4- Le "Plausible Denial"
- 5- Historique des relations U.S.A / Amérique Latine
- 6- La Chine et l'Amérique Latine : contradictions d'un partenariat
- 7- La " hispanidad"

BIBLIOGRAPHIE

PREAMBULE

Le cône sud-américain est aujourd'hui la région du monde où l'on compte le plus de systèmes d'intégration régionaux.

Dans un premier temps, ces structures ont eu de très faibles niveaux d'activation. Nées à l'époque des dictatures ou peu après dans un cadre exclusivement contrôlé par les USA, elles n'ont pu éviter l'ébranlement des économies nationales sous la férule néo-libérale du FMI. Pour le sous-continent, les conséquences ont été l'aggravation d'une crise sociale ancienne et récurrente, fruit d'un système inégalitaire issu de la colonisation espagnole et figé par 150 années de panaméricanisme.

Cette situation sociale est un des facteurs-clés de la compréhension du monde latino-américain. Aujourd'hui, après deux "générations perdues" pour cause de dictatures, de guérillas et de faillites économiques, le dénominateur commun au sous-continent est la recherche de la stabilité et du progrès. Selon l'Histoire propre à chaque pays et son degré d'allégeance aux USA, cette recherche est multiforme. Tout de même, elle se traduit globalement par un glissement politique à gauche et par un champ très ouvert de nouveaux partenariats économiques, voire de nouvelles sphères d'influence, afin de desserrer l'étau avec Washington. Le développement des systèmes d'intégration régionaux et l'ouverture internationale en sont les pièces maîtresses.

Ainsi, aux partenariats économiques avec l'Union Européenne et l'Asie du Sud-est, se sont ajoutées des manifestations d'émancipation politique à l'occasion du deuxième conflit avec l'Irak, sans parler du rôle majeur pris par le Brésil sur la scène internationale. Cette évolution n'est bien sûr, ni linéaire, ni homogène. Chaque Etat doit tenir compte des nationalismes locaux, des contentieux historiques ou des défiances hégémoniques à l'égard de ses voisins, ainsi que des lignes de fracture internes à l'espace politique latino-américain.

En recherche de nouveaux objectifs et de nouvelles stratégies, les USA perturbent le jeu. D'autres puissances mondiales comme la Chine ont fait irruption sur la scène et compliquent encore la lecture de cette évolution.

Le "glissement à gauche" déjà évoqué, s'il est nettement esquissé, ne sera confirmé dans son ampleur et surtout sa nature, qu'après les onze élections présidentielles de 2006. Ce glissement est par ailleurs protéiforme, allant de la socialiste chilienne Michèle Bachelet soutenue par les démocrates, à l'anticolonialiste bolivien Evo Morales. Pour l'heure, au-delà de la virulence de certains discours, aucun n'a remis en cause l'économie de marché.

Ces gauches "possibilistes", par opposition aux gauches utopiques des années 60 et 70, s'efforcent de tirer le meilleur parti d'atouts incontestables : la vente de matières premières, favorisée par des cours élevés et une forte demande extérieure. Pour chaque pays, il s'agit de réorienter une partie de ces richesses vers la production d'un bien commun par lequel une réponse urgente sera apportée à la crise sociale. Tout en ménageant les investisseurs étrangers, il s'agit de les convaincre d'un partage plus équitable, au motif que les profits économiques sont étroitement liés à la stabilité politique, elle-même dépendante de la justice sociale, que cela a un coût, et que chacun peut y trouver son compte.

Ce scénario "gagnant-gagnant" reste cependant fragile. L'option économique repose essentiellement sur la richesse de matières premières. L'absence d'industries de transformation, qui a pesé lourd sur l'archaïsme du sous-continent au plus fort du panaméricanisme, pourrait entraîner les mêmes effets avec la Chine, en particulier.

Ainsi, on ne peut totalement exclure, en cas d'échec de la réduction des inégalités, un retour aux utopies (*annexe 1*), le long d'un axe bolivarien conduit par le vénézuélien Hugo Chavez, aujourd'hui limité à Cuba, la Bolivie et le Venezuela. A ce groupe, pourraient s'adjoindre après les présidentielles, le Pérou, le Nicaragua et le Mexique. Cette question de l'exportation possible du modèle de Chavez aux autres pays latino-américains est source d'interrogation et d'inquiétudes pour Washington, d'autant plus que les pays précités, recèlent une bonne part des ressources énergétiques du sous-continent et que ce modèle repose sur un système d'intégration régional en projet, l'ALBA (Alliance Bolivarienne des Amériques).

Ce projet, en rupture avec les autres systèmes, substitue à l'économie de marché des mécanismes coopératifs destinés à corriger par un jeu d'échanges, de trocs, les différences de développement d'un pays à un autre. En ce sens, il est économiquement et politiquement révolutionnaire. Mais son devenir est largement fragilisé par sa dépendance aux profits tirés de l'exportation des richesses du sous-sol.

Aussi, pourrait se dessiner à moyen terme un espace politique latino-américain juxtaposant plusieurs gauches idéologiquement divisées. Cette ligne de partage nécessairement "travaillée" par les USA ou par d'autres puissances montantes comme la Chine, pourrait rendre le sous-continent, instable et effervescent.

A cet enjeu stratégique qui ne peut laisser l'Europe et la France indifférentes, pourrait s'en ajouter un autre. L'émergence d'un axe bolivarien fort, très anti-USA, raviverait le débat entre les visions unipolaire et multipolaire du monde, le sous-continent devenant alors le nouveau champ de la contestation en incluant aussi bien les acteurs internes que les puissances externes.

CHAPITRE I

ESPACES POLITIQUES – ESPACES ECONOMIQUES – ENJEUX

I - GAUCHES "POSSIBILISTES" - REUSSITE OU ECHEC ?

1 – Calendrier électoral - Evolutions sociologiques

Jamais dans l'histoire de l'Amérique Latine, il n'y a eu autant de partis de gauche avec autant de pouvoirs, dans autant d'endroits. D'un point de vue politique, les analystes constatent que l'Amérique Latine a toujours procédé par vagues successives :

- années 70 : guérillas et dictatures militaires
- années 80 : ouverture à la social-démocratie
- années 90 : néolibéralisme

Aujourd'hui, le glissement à gauche se confirme à travers deux styles : le pragmatisme chilien ou brésilien et le populisme, façon Chavez, au Venezuela. Le calendrier électoral extrêmement chargé, pourrait générer une possible amplification. De novembre 2005 à décembre 2006, onze élections présidentielles sont programmées. Certaines ont déjà livré des vainqueurs de gauche : E. MORALES (Bolivie), M. BACHELET (Chili). Pour les autres, l'incertitude demeure, mais l'effet de contagion risque de jouer à plein. Au Pérou (avril), Ollanta HUMALLA devance dans les sondages la social chrétienne Lourdes FLORES. Au Nicaragua, le retour des sandinistes est probable. Au Mexique (juillet), le très charismatique Maire de Mexico, Lopez ABRADOR fait la course en tête. Au Brésil (octobre), Lula a toutes les chances de se succéder à lui-même, ainsi que Chavez au Venezuela (décembre). Seuls, le Costa Rica et la Colombie pourraient nettement s'afficher dans le giron US. Il y a encore quelques mois, l'élection brésilienne apparaissait comme la plus importante pour le devenir du sous-continent. Au regard de l'élection probable de Lula, les USA. semblent avoir corrigé leur stratégie. D'abord, la taille continentale du Brésil et ses potentialités lui confèrent désormais une place de puissance régionale reconnue. Mais surtout, les USA. pourraient dans un proche avenir jouer Lula comme un frein efficace à l'extension de la révolution bolivarienne. Et de toutes les élections, la plus importante ne sera-t-elle pas finalement celle du Mexique ? Un succès de Lopez ABRADOR soutenu politiquement et financièrement par H. CHAVEZ dessinerait alors une carte géopolitique avec un axe bolivarien fort, source de toutes les inquiétudes pour Washington. Et si l'on complète le tableau des "vagues successives" évoquées, les années 2000 pourraient être à la fois, celles du glissement à gauche du sous-continent, compliqué par une ligne de fracture entre "gauches possibilistes" et gauches "révolutionnaires alter mondialistes", avec un repositionnement des USA. usant stratégiquement de cette opposition.

A ce glissement politique complexe, il convient d'ajouter des mutations sociologiques qui le sont tout autant. L'élection de Mme BACHELET au Chili se double de l'arrivée au pouvoir d'une femme dans un sous-continent marqué par une culture profondément "machiste". La victoire de MORALES en Bolivie est aussi celle d'un amérindien dans un processus anti-colonialiste. La présidence de CHAVEZ au Venezuela est celle d'un métis qui revendique pleinement ses origines ethniques. Le succès d'HUMALLA au Pérou procéderait de la même analyse. Si bien que pour ces trois derniers exemples, une lecture politique avec comme comparatif les gauches européennes, n'a guère de sens. Ces nouvelles gauches latino-américaines par leurs identités culturelles, échappent à une filiation européenne social-démocrate. Elles marquent la montée en puissance des mouvements indigènes, ce qui avive plus encore la volonté de rupture avec les USA et pourrait les situer à court terme dans le giron idéologique du tiers-mondisme.

2 – Les limites des gauches "possibilistes"

Le glissement à gauche de l'espace latino-américain ne saurait toutefois à lui seul être la clef d'une crise sociale et sociologique complexe. L'adaptation pragmatique des gauches "possibilistes" à la réalité politico-économique pose dans le même temps la limite des solutions proposées.

Pour des raisons tenant à des contextes forts différents, Chili et Brésil sont deux bons exemples (*annexe 2*). Le Chili, social-démocratie, bon élève de la classe au plan politique et économique a fait le choix d'une politique "possibiliste" pleinement assumée. Toutefois, il n'a pu régler à ce jour la question de ses minorités indigènes. Quant au Brésil, sa situation est plus caricaturale. Lorsque Lula et le Parti des Travailleurs arrivent au pouvoir en 2002, la logique eût voulu qu'à travers un programme révolutionnaire, ils tentent de bouleverser en profondeur les structures de la société brésilienne. Or, pour des raisons de réalpolitik, ils ont été souvent contraints d'opter pour des choix « possibilistes » par défaut.

Qu'elles aient fait le choix de cette politique ou que celle-ci se soit imposée par défaut, les gauches "possibilistes" en exercice, n'apportent que des solutions partielles à la complexité des problèmes socio-économiques. Cette action limitée tient à plusieurs facteurs.

D'abord, l'accession au pouvoir de ces gauches repose sur une démocratisation formelle. Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a relevé que si l'essentiel du sous-continent répondait désormais aux requis minimaux en matière de système électoral, *"la consolidation de la démocratie y est gravement menacée par les faibles niveaux de participation aux élections"*.

En second lieu, on constate à la fois une sous-représentation, voire une absence de représentation des petits partis, et quand ces voix alternatives existent, elles sont systématiquement marginalisées par "l'establishment". Dès lors, il ne reste plus que la contestation de rue aux groupes sociaux qu'elles pourraient politiquement représenter. Parfois même (on l'a noté avec les "Mapuche" du Chili, on le verra avec les petits paysans au Paraguay), cette marginalisation va jusqu'à la criminalisation des revendications sociales et l'augmentation des populations carcérales montre bien l'amplification des politiques sécuritaires.

Enfin, on peut ajouter au nombre des facteurs négatifs, les marges de manœuvre souvent réduites dont disposent ces gauches (gouvernements de coalition, dépendances extrêmes du pays) ou encore, la corruption, qui demeure en Amérique Latine un fait politico-culturel.

Ainsi, on peut affirmer qu'aujourd'hui, les formats politiques traditionnels ne répondent qu'en partie aux aspirations populaires. D'ailleurs, une enquête récente réalisée sur le rapport des latino-américains à la démocratie est explicite. Plus de 50 % sont prêts à renoncer à la démocratie, dès lors qu'un pouvoir fort règlera les problèmes socio-économiques. Ainsi, le contexte commun à pratiquement tous les pays du sous-continent, est l'émergence de manifestations d'insatisfaction. En revanche, les formes prises par les acteurs de la contestation sont multiples et ne sont relayées pour l'heure, par aucune idéologie dominante. Pour les analyser, nous les regrouperons sous le vocable commode "d'alter mondialisme".

II – L'AMÉRIQUE LATINE : LABORATOIRE DE L'ALTER MONDIALISME

1 – Les laissés pour compte

Les laissés pour compte des politiques de "l'establishment" sont nombreux et leur situation sociale défie souvent le simple bon sens humanitaire. On retiendra pour exemple les petits paysans du Paraguay depuis que la culture extensive du soja a fait son apparition dans le pays avec son binôme pauvreté/répression (*annexe 3*).

Cette situation sociale caricaturale, n'est pas un cas isolé. Dans une Amérique Latine à l'habitat lacunaire, où les mégapoles et leurs banlieues pauvres ont pris de plus en plus d'extension, les éruptions spasmodiques ne peuvent que s'amplifier. Elles répondent à une double problématique : l'indigence, mais aussi la contestation indigène, les deux ne faisant parfois qu'un (Zapatistes "sans travail" en Argentine, Indiens Quechua au Pérou, Mapuche au Chili). Ces mouvements contestataires multiples, géographiquement circonscrits, sans lien aujourd'hui les uns avec les autres, aux filiations idéologiques multiples, ont pour le moins deux dénominateurs communs : l'exigence d'une justice sociale basique et la prééminence de l'identité culturelle ou régionale face à une économie mondialiste. C'est dans ce terreau que Hugo CHAVEZ au Venezuela et Evo MORALES en Bolivie ont bâti leurs succès électoraux.

2 – H. CHAVEZ - E. MORALES, chefs d'Etats alter mondialistes ?

L'Amérique Latine est incontestablement traversée en profondeur par l'influence du mouvement alter mondialiste. Les premiers forums sociaux mondiaux se sont tenus à Porto-Alegre, au Brésil.

Ces mouvements populaires se sont développés pour l'accès à la terre des petits paysans, contre la privatisation des ressources naturelles, pour de nouveaux droits sociaux, et ont largement contribué aux succès électoraux des gauches latino-américaines.

Le bolivien Evo MORALES et le vénézuélien Hugo CHAVEZ se sont souvent rendus dans ces forums sociaux où ils ont puisé des soutiens, des idées et du dynamisme. MORALES et CHAVEZ sont proches dans leur vision socialiste de l'Amérique latine et sensibles à l'action de Fidel CASTRO. Ils développent des discours teintés de nationalisme, dans un sens de reconquête des souverainetés outragées des ressources pillées, de résistance aux hégémonismes, mais sont partisans d'intégration régionale politique et économique (le MERCOSUR pour la distribution du gaz et du pétrole).

Confortés par leurs succès, ils deviennent des figures emblématiques, non seulement sur leur continent, mais aussi en Afrique, d'où la succession des forums mondiaux à Porto-Alegre (Brésil), Bamako (Mali), Caracas (Venezuela) et demain à Nairobi (Kenya).

La résistance à l'hégémonisme américain passe par une série de mesures non ambiguës. CHAVEZ, adoubé par les foules comme héros anti-américain, provoque les USA et ressuscite l'économie de troc d'Etat à la cubaine. Il met en place une économie administrée, une démocratie participative, un pouvoir personnel, une agitation organisée. Il retire, en 2005, les 2/3 des ses pétro-dollars, soit 20 milliards de dollars US, des banques US, pour les placer en euros en Suisse. Il propose un modèle autonome pour l'Amérique Latine de développement "Bolivarien", il expulse 40 missionnaires évangélistes US qu'il dit "infiltrés par la CIA". Il chasse des instructeurs militaires américains, il cesse la coopération avec la puissante "Agence américaine contre la drogue", il crée un corps de réserve de 100 000 hommes à l'instar de Fidel Castro. Il refuse les accords de libre échange et veut renégocier les accords pétroliers.

MORALES a prospéré sur la vague alter mondialiste des forums sociaux mondiaux, en devenant le leader des pauvres de son pays et des producteurs de la coca, avec d'ailleurs d'étonnantes positions, comme à la fois la lutte contre le trafic de drogue et la dépénalisation recherchée de la culture de la coca. Il souhaite lutter contre la présence militaire étrangère (USA), mieux gérer les ressources naturelles de gaz en nationalisant les sociétés stratégiques boliviennes et chasser la corruption. Il veut revoir tous les accords d'extraction passés avec les USA et l'Europe, sur les mines, le pétrole, le gaz et l'eau, et demande l'expulsion des compagnies étrangères, et à défaut, un impôt de 50 % sur leurs exploitations (*note 1*).

Il convient toutefois de tempérer la virulence de cette rhétorique par sa traduction dans les faits. Si CHAVEZ et MORALES surfent sur un social-populisme, ils savent pour autant que la réduction de la pauvreté passe par le financement d'infrastructures que seuls permettent les bénéfices tirés de la vente des matières premières au travers d'investissements étrangers. Le discours est donc en permanence double, en parfait accord avec le pragmatisme politique.

Demeure la question initiale : CHAVEZ et MORALES appartiennent-ils à une catégorie nouvelle de chefs d'Etats alter mondialistes ?

La situation observée est intéressante par ses contradictions. Le mouvement alter mondialiste n'a pas de structuration politique et n'envisage pas d'accéder au pouvoir en tant que tel. C'est une agitation, un bouillonnement contestataire qui rencontre en outre un fort écho médiatique. C'est donc portés par cette mouvance que CHAVEZ et MORALES sont parvenus au pouvoir. Ils sont sûrement les premiers. Toutefois, ils sont maintenant soumis à l'épreuve du pouvoir et de ce point de vue, ils ne peuvent être des chefs d'Etats alter mondialistes puisque pour gouverner et durer, ils sont contraints de formater le bouillonnement contestataire en idéologie politique et économique. C'est visiblement ce qu'ils tentent de faire en promouvant une sorte d'idéologie "bolivarienne" (dont Chavez pense, pas plus pas moins, qu'elle sera le socialisme du 21^{ème} siècle) et à laquelle pourraient s'agréger un certain nombre de pays de l'espace latino-américain.

3 – Conséquences de l'émergence d'un axe bolivarien

On touche ici une des interrogations majeures sur l'évolution politique à moyen terme de l'Amérique Latine.

Pour l'heure, l'axe bolivarien est embryonnaire (Venezuela, Bolivie, Cuba). Cependant, les efforts de CHAVEZ pour exporter son modèle sont réels, y compris sous forme d'aides financières pour ceux des candidats aux présidentielles d'autres pays qui, en cas de succès, pourraient rejoindre sa mouvance (HUMALLA au Pérou, Sandinistes au Nicaragua et surtout LOPEZ-ABRADOR au Mexique). En cas de tir groupé, l'impact serait réel, et les données géopolitiques et géostratégiques s'en trouveraient modifiées.

En premier lieu, cet axe contrôlerait une bonne partie des ressources énergétiques du sous-continent (pétrole, gaz) et par ce biais serait tenté d'appliquer à grande échelle le système d'intégration révolutionnaire préconisé par CHAVEZ (alliance bolivarienne des Amériques), système qui préconise des mécanismes destinés à créer des avantages coopératifs, en lieu et place des avantages comparatifs chers aux théories libérales du commerce international : système de trocs permettant par des mesures de compensation de

corriger les différences de développement d'un pays à un autre. Retour aux utopies révolutionnaires de la fin du siècle dernier ?

En outre, cette situation rendrait forcément instable et effervescent l'espace latino-américain. D'abord, parce que l'on peut douter de la capacité de l'axe bolivarien à être un ferment d'unité vis-à-vis de gauches réformistes type Chili ou Brésil. Ensuite, parce que l'on voit mal les USA s'accommoder de la situation. La réponse de Washington pourrait se situer sur deux plans : d'abord un "travail" souterrain visant à accentuer les scissions au sein des gauches latino-américaines en privilégiant les réformistes au détriment des bolivariens. Mais surtout, les USA auraient beau jeu de décréter l'existence d'un nouvel "axe du mal" (*annexe 4*), de brandir la menace terroriste, de justifier des formes d'interventionnisme, de créer un nouveau point de cristallisation du désordre mondial. Mais quelle serait alors la position de l'Europe ? Se satisferait-elle d'un nouveau suivisme unipolaire ? Et plus encore, celle de la Chine qui a désormais des intérêts forts sur la zone, qui réussit la gageure de faire exploser le commerce mondial en conservant soigneusement une étrange marginalité politique. Mais jusqu'à quand ?

III – HEGEMONISME US - OBJECTIFS - STRATEGIES

Les hypothèses énoncées plus haut ne font qu'aviver les inquiétudes et les incertitudes de Washington sur les stratégies à mettre en œuvre pour refaire le terrain perdu. Il faut d'abord resituer cette reconquête dans le schéma global des relations USA / Amérique Latine depuis 1946. Ce schéma distingue trois phases (*annexe 5*).

- 1946 ☞ 1970 : naissance et développement d'un système interaméricain propre à la guerre froide
- 1970 ☞ 1990 : nouveau dialogue plus distancé et sélectif.
- Depuis 1990 : la reconquête silencieuse.

1 – Le recentrage actuel des objectifs.

D'une manière générale, les stratégies US ont admis qu'il fallait substituer à l'idée d'un contrôle global de tout l'espace latino-américain, comme ce fut le cas par le passé, celle d'un contrôle limité à des objectifs précis.

- sécurisation des approvisionnements pétroliers : jamais les USA n'ont été aussi dépendants de leurs importations en matière de pétrole. En 1973, celles-ci représentaient 38 % des besoins, pour atteindre maintenant 56 %. 15 % de ces importations sont en provenance du Venezuela. Ce pays figure au 4^{ème} rang des fournisseurs, juste devant la Colombie
- contrôle de la biodiversité : cet objectif est relativement nouveau. Il anticipe des besoins agro-alimentaires. La zone la plus riche du monde s'étend de l'Amazonie au sud du Mexique et la menace chinoise est à la hauteur de l'enjeu.
 - lutte contre le narcotrafic
 - lutte contre le terrorisme
 - négociation d'une zone de libre échange continentale (ZLEA)
 - pour des raisons globalement sécuritaires, les USA entendent ne rien céder sur le contrôle de l'espace nord latino-américain, tandis que le cône sud, moins impliqué stratégiquement, pourra être traité dans des dispositifs plus souples.

2 – Nouvelles stratégies.

Elles sont multiples et recouvrent un champ d'intervention qui va du militaire au religieux, en passant par le politique et l'économique.

- Le "southern command" : il s'agit du "commandement sud" basé à Miami. Depuis le 11 septembre, ses effectifs se sont spectaculairement accrus. L'essentiel des services de l'Etat fédéral travaillant sur l'Amérique Latine, y a été regroupé. L'objectif premier de cette structure ne concerne pas seulement les questions militaires. Il lui incombe d'anticiper le plus large spectre possible de menaces. Ainsi, son champ d'investigation et d'action englobe toutes les questions de société : santé, immigration, agriculture, économie,... Le "southern command" est devenu le véritable articulisateur de la politique extérieure et de défense US en Amérique Latine. Il gère en outre dans cet espace, huit bases militaires, des garnisons terrestres de radars fixes, d'autres secrètes et mobiles dans les pays andins, les Caraïbes, et bien entendu tout le dispositif US installé en Colombie.

Ce pays occupe une place prépondérante dans la stratégie de Washington. En logistique et encadrement militaire, il figure au 4^{ème} rang de l'effort US à l'étranger après Israël, l'Egypte et l'Irak. En taille, l'ambassade américaine arrive juste après celle de Bagdad.

- Le "Plan Colombie" : Le levier essentiel du dispositif est le "Plan Colombie". Ce dernier a été mis en place par Bill Clinton pour lutter contre le narcotrafic contrôlé par les FARC et le blanchiment d'argent qui alimente les caisses du terrorisme. Mais au-delà de ces objectifs, le plan permet sur zone, une présence américaine accrue. Il constitue une tête de pont pour faire pression sur les gouvernements de la région et régler au plus près l'ensemble des menaces pouvant toucher les intérêts américains : approvisionnements pétroliers, biodiversité, révolution bolivarienne dans l'Etat voisin du Venezuela...(note 2).

- Les armées privées : Un point mérite une attention particulière : celui des nouvelles missions assignées en Amérique Latine aux militaires américains et au regard de cette évolution, la nature même de la force armée alimentée en hommes et en matériel par le Pentagone. On l'a déjà évoqué : au contrôle d'un espace global, s'est substitué celui d'un espace restreint lié à des objectifs ciblés. On revient en quelque sorte aux économies d'enclave de la période coloniale. Il s'agit seulement de contrôler les points économiquement intéressants (le pétrole, par exemple). En outre, on observe aujourd'hui une modification profonde de la nature des conflits. Aux guerres classiques interétatiques régulées par le droit international, se sont substituées des guerres menées par des acteurs non étatiques, sans régulation légale. Ces deux évolutions en appellent une troisième : le remplacement des armées nationales par des armées privées, plus adaptées à la gestion de ce type de conflits. Les USA ont donc dépêché sur le terrain latino-américain des corporations militaires privées (CMP) par le biais de contrats signés entre le Pentagone et les multinationales locales. Les avantages sont indéniables : moins d'effectifs, plus de professionnalisme, de souplesse et de discrétion. Le Congrès n'ayant pas à être informé de ce type de contrats, ce système échappe à tout contrôle démocratique. Et les morts, quand il y en a, ne sont que des employés de compagnies privées. Avec ce nouveau type de management, la Colombie est devenue le laboratoire de la gestion des conflits en Amérique Latine (note 3).

- Les accords bilatéraux : On a noté parmi les objectifs, la constitution d'une grande zone de libre échange continentale occupant tout l'espace, de l'Alaska à la Terre de Feu. Autant à la fin des années 90, la réalisation de ce projet était de l'ordre du court terme, autant aujourd'hui, les obstacles politiques nés du glissement à gauche de l'Amérique Latine, rendent sa réalisation incertaine. Washington semble tourner la difficulté en substituant à cette entreprise globale, une addition d'accords bilatéraux qui tisse peu à peu la toile et présente l'avantage de marquer des préférences à l'égard de tel ou tel partenaire, introduisant ainsi entre les Etats latino-américains des facteurs de divisions supplémentaires.

Cette stratégie permet en outre de s'arrimer sur des alliés inconditionnels, ou de prévoir l'avenir avec des alliés "redevables".

Parmi les zones concernées, on peut citer :

- Pays Andins (Colombie surtout, un peu l'Equateur et le Pérou). En développant avec eux les accords de coopérations existants (ALENA) et en établissant des traités bilatéraux, en contradiction avec le panaméricanisme,
- Le CAFTA : Central American Free Trade Agreement au Salvador, Honduras, Guatemala, République Dominicaine,
- Avec le Chili : traité de libre commerce en 2003-2004, qui sera reconduit avec la nouvelle Présidente Michèle Bachelet, et qui porte non seulement sur l'économie, mais sur la gestion étatique, la législation du travail, la propriété intellectuelle, l'environnement, les ressources naturelles et énergétiques, la santé et l'éducation.
- Le Pérou a signé un accord bilatéral avec les USA en décembre 2005 et l'Equateur en octobre 2005.

Cette politique bilatérale est assortie d'aides de toute nature.

- Le formatage intellectuel des élites : les églises évangéliques protestantes

A ces supports stratégiques, il faut en ajouter deux autres qui relèvent de l'ordre moral et religieux. Par tradition, les classes dirigeantes latino-américaines ont toujours préféré pour leur progéniture les universités américaines ou au plan local, les systèmes d'éducation étrangers, coûteux, auxquels peut seule accéder une minorité sociale. Sans parler de manipulations, ces systèmes produisent un formatage intellectuel qui enseigne plus le respect de l'ordre établi et la nécessaire continuité des systèmes sociaux que les idéologies de rupture.

Au plan religieux, les églises évangéliques protestantes participent a priori du même formatage, mais en touchant cette fois l'ensemble des couches de la population. Plus de 10 % de la population latino-

américaine est protestante (50 millions). Cette mutation est d'autant plus importante qu'elle n'est pas seulement quantitative. Les protestants se caractérisent par des pratiques religieuses intenses, par un fort prosélytisme qui pénètre toutes les couches de la société. C'est un protestantisme non traditionnel, d'obédience pentecôtiste, auquel il convient d'ajouter les sectes : Mormons, adventistes, Moon, Jéhovah. Au cours des dernières décennies, l'essor de ces groupes apparaît d'abord comme une contre-offensive des forces conservatrices latino-américaines et des USA contre une Eglise catholique jugée trop progressiste et considérée comme un dangereux réservoir du marxisme. En son temps, R. REAGAN les a financés pour lutter contre la "théologie de la libération". Ils ont nourri les "contras" du Colonel North au Nicaragua. Pinochet en a fait ses alliés au Chili, ainsi que Rios Montt, au Guatemala.

L'éthique religieuse que prêchent ces groupes est à l'évidence "pain bénit" pour les régimes conservateurs. Se réclamant de l'avènement imminent du "Royaume", la question du salut personnel occulte toutes les autres problématiques. Certes, le progrès de la société est à l'ordre du jour, mais il passe par une réforme des conduites individuelles et non par une remise en question des structures sociales. Cette quête se double d'une volonté d'ascension matérielle personnelle comme confirmation de l'ascension spirituelle, corroborant ainsi le lien étroit qui existe dans le monde anglo-saxon protestant, entre capitalisme et éthique religieuse. Tout cela dans le respect de l'autorité, le rejet du désordre et des organisations sociopolitiques.

Ce constat sommaire, s'il est vrai pour les dernières décennies, mérite aujourd'hui d'être nuancé. Il serait en effet absurde de penser que 50 millions de protestants latino-américains participent d'un gigantesque complot pour les seuls intérêts US. Ces églises ont désormais un ancrage profond dans la société, particulièrement dans les couches défavorisées. Beaucoup ne bénéficient plus d'aucun financement nord-américain. On note au Brésil, leur soutien au Parti des Travailleurs. Et s'il est certain qu'elles ne prôneront jamais des idéologies de rupture, rien n'indique en revanche que certaines d'entre elles n'accompagneront pas les évolutions du sous-continent aux côtés des gauches réformistes.

CHAPITRE II

LES VECTEURS DE L'EMANCIPATION

I – LES SYSTEMES D'INTEGRATION REGIONAUX

On a noté plus avant, combien ces systèmes d'intégration, malgré leur multiplicité, avaient eu pendant longtemps, de faibles niveaux d'activation. Aujourd'hui encore, à les analyser, un regard critique doit dissocier ce qui relève du réalisé, de l'intentionnel ou de la pure rhétorique.

1 – Les objectifs

- recherche de la paix avec la fin des conflits frontaliers (Brésil, Argentine, Pérou, Equateur). La zone Mercosur a été déclarée "zone de paix et libre d'armes de destruction massive".
- la démocratie : en s'unissant, les démocraties récentes se garantissent mutuellement à travers ce que l'on appelle la clause démocratique. En septembre 2001, la charte de Lima a créé un mécanisme d'intervention politique multilatéral en cas d'altération de l'ordre constitutionnel d'un pays.
- les deux derniers objectifs s'articulent autour du développement économique par la recherche de nouveaux partenaires commerciaux et par la volonté de peser sur les affaires du monde.

2 – Les moteurs des systèmes d'intégration

Le transaméricanisme : il repose sur un facteur géographique. De l'Alaska à la Terre de Feu, l'Amérique est une continuité. Le Panaméricanisme s'affirmait comme un système de défense du continent américain, avec une position impérialiste des USA. Par le transaméricanisme, la perspective n'est plus défensive, mais offensive. Il s'agit d'inventer un espace qui se présente comme le premier marché du monde, à donner en exemple à toute la planète, avec une position dominante des USA. Il s'agit de promouvoir la prospérité et la démocratie par le développement économique (*note 4*).

Le moteur latino-américain : c'est le grand rêve de Simon Bolivar : unir politiquement les anciennes colonies de l'Espagne et du Portugal. Il repose sur une unité historique et une proximité linguistique. Les constitutions de certains pays (Nicaragua, Cuba) affirment ce désir d'unité.

De tous les moteurs, c'est celui-ci qui, d'un point de vue idéologique, est sans conteste le plus actif. Il s'est donné comme support économique l'ALDI (Association Latino-américaine d'Intégration). En font partie, tous les pays d'Amérique Latine, y compris Cuba. Cette association a vocation à dépasser l'espace géographique du Mercosur et à élaborer le cadre politique et juridique à toutes avancées des pays membres vers un marché commun. Il dispose comme support politique du "groupe de Rio". De 8 en 1989, ce groupe compte désormais 19 membres (y compris les Caraïbes). C'est l'organisme le plus politiquement

représentatif d'Amérique Latine. Il se réunit régulièrement avec l'Union Européenne. C'est lui qui a pris une position globale sur la crise irakienne (*note 5*).

Le moteur sous-régional : Il se divise en deux types de systèmes d'intégration : ceux qui se développent sur des bases historiques préexistantes ou des unités géographiques évidentes (Caricom-Pacte Andin), ceux qui correspondent à un pur volontarisme politique, en unissant des pays qui, au cours de l'Histoire, ne l'avaient jamais été sous aucune forme. Le Mercosur est de ceux-là. Toutes proportions gardées, ce dernier système d'intégration est économiquement le plus efficient. Il est aussi celui par lequel, hors accords bilatéraux, s'opère la pénétration internationale.

3 – Les freins

Paradoxalement, le premier frein est à chercher du côté de la profusion des systèmes. Les trois moteurs décrits plus haut génèrent des processus d'imbrication. La multi-appartenance d'un pays à plusieurs systèmes est courante, compliquée parfois par un statut de membre à part entière, parfois limité à celui de membre associé. Il en ressort une certaine nébulosité avec pour conséquence, une efficience inversement proportionnelle à la propension discursive.

Le second frein tient à la contradiction de tout pays qui, cherchant à s'ouvrir, doit dans le même temps se protéger économiquement. Il lui faut mesurer ses intérêts offensifs (parts de marché à gagner) et ses intérêts défensifs (secteurs de production à protéger). La balance peut conduire à privilégier le protectionnisme ou à s'orienter plus vers des accords bilatéraux au détriment des grands systèmes d'intégration.

Le troisième frein ressort des contentieux historiques, des nationalismes qui y sont accrochés et de la méfiance hégémonique. Ces contentieux sont multiples (Bolivie-Chili, à propos de la façade maritime ou des livraisons de gaz, Pérou-Equateur, Colombie-Venezuela sur des questions frontalières) et sont avivés de manière récurrente. S'ajoute désormais la méfiance à l'égard de voisins qui seraient en position dominante, dans tel ou tel système d'intégration. En effet, l'analyse des différents processus, conduit à se demander si à terme, les systèmes d'intégration ne pourraient pas se résumer à une confrontation USA Brésil. Le premier, tenant d'un système de libre échange qui vise à englober tout le continent, le second, leader d'un système autant économique que politique, qui serait circonscrit à l'espace sud américain ; sans parler de CHAVEZ jouant les trublions.

En résumé, avec toutes les contradictions liées à la mise en œuvre des systèmes d'intégration régionaux, l'Amérique Latine est comme un voilier dont l'objectif d'atteindre la rive du progrès serait indéniable, mais qui paradoxalement déploierait souvent sa voile aux vents contraires. Une situation qui n'a rien d'original. D'autres espaces communautaires dans le monde affichent la même difficulté de cohérence.

II - OUVERTURE A L'INTERNATIONAL – NOUVEAUX MARCHES – NOUVELLES SPHERES D'INFLUENCE

1 – Les Etats Arabes

Il s'agit des prémices d'un partenariat concrétisé en mai 2005 par le Forum de Brasilia, organisé à l'initiative du Président Lula. L'Amérique Latine compte 10 millions de ressortissants dont l'ascendance arabe peut être capitalisée. D'abord, d'un point de vue commercial, tout est à faire. A peine 3,5 % des importations du Moyen-Orient, viennent d'Amérique du Sud. En outre, confrontés à un climat crispé depuis le 11 septembre, les entrepreneurs arabes disent trouver en Amérique du sud et au Brésil en particulier, une bonne expertise technologique, des produits plus compétitifs et plus de confiance dans les affaires. Le second objectif est politique et vise à rapprocher les Etats Arabes, du G 20. Le communiqué commun à l'issue du Forum de Brasilia est explicite. Y sont affirmés : l'exigence d'un monde multipolaire, le droit des peuples à résister à l'occupation étrangère, la ligne jaune étant ménagée par la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Enfin, le dernier objectif est directement lié aux visées brésiliennes à propos du siège permanent au conseil de Sécurité de l'ONU. Il s'agit de négocier l'appui des Etats Arabes, en contrepartie de celui qui serait apporté à l'Egypte pour le même objectif.

2 – L'Asie du Sud-Est

- La Chine

L'Amérique Latine a fait le pari d'un rapprochement commercial avec la Chine, à laquelle elle vend ses matières premières et dont elle espère d'importants investissements. Toutefois, l'entrée massive de produits "Made in China", préoccupe la région (*annexe 6*).

Les objectifs chinois sont à la fois simples et générateurs de tensions. Le premier est d'assurer un approvisionnement fiable et continu en soja, minerai de fer et autres matières premières. Toutefois, les autorités chinoises s'inquiètent de plus en plus de la dépendance du pays à ces exportations si bien qu'afin de sécuriser les approvisionnements tout en tirant bénéfice de la hausse des prix, la meilleure stratégie consiste à investir directement là où se trouvent les matières premières. Cet investissement est financé par une partie des surplus de la balance chinoise des paiements... l'autre partie prenant le chemin du financement du déficit U.S. ! Pour des nations comme l'Argentine ou le Brésil pour lesquelles la Chine figure au rang des partenaires commerciaux les plus solides (3^{ème} rang), ces investissements constituent une manne au regard de la disette des capitaux qui sévit depuis la crise financière de 1998.

Cependant, matières premières et investissements ne constituent qu'une partie de l'équation car en retour, la Chine veut imposer à ces pays la vente de ses produits manufacturés. Ainsi cette politique renvoie l'Amérique Latine à une vieille et récurrente problématique : les capitaux sont bienvenus, mais doivent-ils pour autant n'attribuer aux pays de la région qu'un rôle d'exportateurs de matières premières, comme c'était le cas au temps du panaméricanisme ? La classe industrielle brésilienne, pour ne citer qu'elle, accepte mal "le deal".

Et si le partenariat commercial avec la Chine est déjà conséquent, on peut prendre le pari que le futur ne sera exempt de tensions.

- L'Océan Pacifique : "océan du futur"

En dehors de la Chine, d'autres puissances d'Asie s'intéressent chaque jour davantage à cette région qui devient un partenaire commercial de taille, compte tenu de ses matières premières minérales, végétales et animales.

Par la représentation que nous autres français et européens nous faisons du planisphère mondial avec des cartes de géographie très euro-péo-centrées et un Océan Pacifique sur les marges, nous avons du mal à saisir les fondements même de cette évolution commerciale. Pourtant, le Pacifique est deux fois plus étendu que l'Atlantique. En superficie, Chine et Japon représentent son exacte dimension. Les façades maritimes de la Chine, du Japon de la Corée, des Etats insulaires d'Indonésie, des Philippines et de la Malaisie, sont au centre d'un monde englobant les 2/3 des rails maritimes. Ce monde pourrait bien économiquement à son tour, rejeter l'Europe sur les marges. On comprend mieux pourquoi le président chilien R. Lagos a qualifié l'Océan Pacifique "d'océan du futur".

Regroupés au sein d'une entente, l'APEC (Forum de coopération économique en Asie Pacifique), on trouve 21 Etats riverains du Pacifique dont pour les Amériques : USA, Canada, Mexique, Pérou, Chili, représentent à eux seuls 1/3 de la population mondiale, 47 % des échanges commerciaux, 60 % du PIB de la planète et 70 % de la croissance économique mondiale. En partenariat à ce pôle déjà considérable, la Chine avec ses 1,3 milliards d'habitants (la moitié de la population des 21 pays de l'APEC) et sa croissance de 10 % par an, complète un ensemble qui concerne désormais plus des 2/3 de la population du globe et de ses échanges.

Ainsi, après 12 années de déficit, l'Amérique Latine a terminé l'année 2004 avec une balance commerciale positive. Ce résultat s'explique notamment par la Chine devenue le 3^{ème} client du Brésil, du Chili de Cuba et le 4^{ème} de l'Argentine. Face à cette situation, Pascal Lamy (commissaire européen) reconnaissait récemment : *"l'attraction de la Chine peut avoir ébranlé des équilibres politiques entre l'Amérique Latine et l'Union Européenne que l'on croyait acquis"*. Si bien qu'il conviendra de s'interroger sur les parades que l'Europe peut mettre en œuvre pour que le centre économique du monde ne se déplace pas vers un espace dont elle n'occuperait plus que les marges.

4 – L'Union Européenne

Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, l'Amérique du Sud et les Etats européens ont en commun un long passé fait de colonisation, puis d'impérialisme, mais aussi d'échanges humains, culturels et économiques intenses. A partir du début du XX^{ème} siècle, l'Amérique Latine a développé une relation quasi exclusive avec les USA. Si l'on exclut le maintien d'une relation particulière avec l'Espagne et l'influence des idées françaises dans les élites, on ne trouve plus guère de trace dans la 2^{ème} moitié de ce siècle, de l'influence

européenne dans la vie de ce continent. Au début des années 90, les Européens ont redécouvert l'Amérique latine avec les opportunités qu'offraient dans cette zone la démocratisation et la libéralisation de l'économie.

- Le rôle spécifique de l'Espagne : (annexe 7)

Le nouvel esprit qui souffle sur les relations entre les deux continents à la fin de la décennie 90 est le résultat d'un long cheminement dans lequel l'Espagne a pris une part notable, d'abord discrète, puis de plus en plus déterminante. Si le Portugal, par manque de moyens, a laissé s'étioiler sa relation avec le Brésil, il n'en est pas de même pour l'Espagne. Nombre de pays d'Amérique Latine ont gardé, au long du XX^{ème} siècle, une relation privilégiée avec l'ancien colonisateur. Celle-ci s'est considérablement renforcée dans les années qui ont suivi la transition politique espagnole et qui ont coïncidé avec le décollage économique ibérique et son adhésion à la CEE en 1986. Avocat et entremetteur naturel de l'Amérique latine en Europe, la diplomatie espagnole est toute entière tournée vers cette mission. L'institutionnalisation des sommets ibéro américains, depuis 1991, a conféré à MADRID une place à part dans le dispositif politique qui unit les deux continents.

L'Espagne est, derrière les USA, le 2^{ème} investisseur en Amérique Latine. En 1999, l'investissement total espagnol atteignait les 63 % des investissements à l'étranger, contre 28 % en direction des pays de l'Union Européenne. Il faut cependant, pour demeurer objectif, stigmatiser le rôle des gouvernements successifs espagnols qui, au cours des années 90, ont usé de leur influence et notamment de leur position de "porte d'entrée", pour permettre à leurs entreprises publiques Ibéria, Telefonica, Repsol, Endesa et leurs grandes banques, de réaliser des opérations qui sont présentées comme des investissements mais qui, en réalité, furent de véritables conquêtes des secteurs de la téléphonie, de l'énergie (pétrole et électricité), de la finance et autres. Au lieu de créer des emplois ou de nouvelles activités de production, ces prises de contrôle ont été suivies de licenciements massifs, de hausses spectaculaires des tarifs et du rapatriement immédiat des bénéfices ainsi générés. Le MERCOSUR s'est ainsi retrouvé fragilisé et la crédibilité de l'Union Européenne plutôt en baisse, les gouvernements de la zone percevant alors une Europe entraînée par l'Espagne d'AZNAR et navigant dans le sillage de Washington.

- Accords cadres et axes de coopération

Les relations de l'Union Européenne avec les pays d'Amérique Latine se sont développées simultanément à trois niveaux : national, régional et sous continental. Une série complète de relations commerciales et politiques et d'accords de coopération a été conclue à chaque niveau. Ces relations se structurent autour des différents pôles d'intégration régionale latino-américaine, plus particulièrement le Mercosur, et aussi à partir de forums d'expressions communs aux deux continents.

L'accord de MADRID signé en 1995 entre l'Union Européenne et le MERCOSUR envisageait une association interrégionale ambitieuse qui devait conduire à resserrer des liens allant au-delà du seul commerce. Avant même d'avoir pu être approfondie, la relation a été très vite élargie, à l'initiative de la France notamment, à l'ensemble des pôles d'intégration (MERCOSUR / C.A.N / CARAÏBES / AMERIQUE CENTRALE).

La France et l'Espagne sont à l'origine du 1^{er} sommet Europe/Amérique Latine, devenu projet commun de l'Union Européenne lors du Conseil Européen d'AMSTERDAM. Les sommets se sont succédés pour la relance du dialogue politique et culturel et le renforcement des échanges commerciaux : sommet de RIO de juin 1999, sommet de MADRID de mai 2002, sommet de GUADALAJARA de mai 2004. Des progrès politiques ont été accomplis. La question agricole demeure un frein.

Les Européens continuaient à demander un meilleur accès aux services, à l'investissement et aux marchés publics, tout en souhaitant maintenir des droits d'entrée sur des produits agricoles sensibles, comme la viande. Apparaissaient donc là, une nouvelle fois, des contradictions entre le souhait pour les Européens, de promouvoir un monde multipolaire et leur manque d'ouverture commerciale. Sur le plan politique, dans le contexte de la guerre menée par les USA en IRAK, les parties à ce sommet ont affiché, face aux USA, leurs identités de vues sur le multilatéralisme et sur le rôle de l'ONU. Le 4^{ème} sommet devrait avoir lieu à VIENNE en 2006.

- La PAC et le MERCOSUR :

Les pays de l'Amérique Latine basent leur économie sur les exportations de matières premières. L'agriculture y joue un rôle premier. Mais les pays de l'Union Européenne, comme les USA, ne sont pas disposés à libéraliser leur secteur agricole. La politique agricole commune (PAC) est bâtie pour protéger ce

secteur agricole. Les pays de l'Amérique Latine, soutenus par l'OMC, demandent avec insistance la suppression du dispositif protectionniste.

L'Union Européenne et le Mercosur ont lancé dès 2000, les négociations pour l'obtention d'un accord d'association comprenant un volet de libre échange. Les pays du Mercosur cherchent en fait, à accéder de façon plus significative au marché agricole européen, tout en continuant à protéger leurs secteurs industriels, fortement dominés par les USA. Ainsi, les demandes du Mercosur concernant l'abaissement des barrières pour l'exportation de viande bovine, volailles, céréales et sucre ou la diminution des subventions aux agriculteurs européens, n'ont pas abouti.

D'un autre côté, l'Europe n'a pas obtenu que le Mercosur libéralise le commerce des services, ouvre ses marchés publics, assure la sécurité des investissements et la libre circulation des produits importés à l'intérieur du bloc régional (note 6).

Malgré les progrès de la décennie 1990-2000, les relations entre l'Europe et l'Amérique Latine demeurent empreintes d'une grande complexité. Si à la fin des années 90, l'Union Européenne est le premier partenaire économique du Mercosur, son 1^{er} fournisseur et son 1^{er} client, devant les USA, le Mercosur ne compte encore, à cette même époque, que pour moins de 3% des échanges des 15 européens. Le niveau des droits de douanes moyen, est de 14% pour le Mercosur, alors que celui de l'Union Européenne se situe aux alentours de 3 %. Bien que 46 % des importations de l'Union en provenance du cône sud américain, bénéficient d'une exemption de droits de douanes au titre de la nation la plus favorisée, les différends commerciaux demeurent vifs. Les négociations commerciales butent, essentiellement, sur la volonté du Mercosur d'obtenir une plus grande ouverture du marché agricole européen.

Les besoins immenses des puissances d'Asie méridionale et orientale, notamment la Chine et le Japon, en matières premières et produits agricoles, leurs investissements conséquents dans la zone, peuvent amener les Etats d'Amérique latine à s'éloigner des Etats de l'Union Européenne, pourtant proches sur les plans culturels et historiques, pour se jeter dans les bras asiatiques.

Faute pour l'Union Européenne, de disposer d'une vision d'avenir commune entre ses membres, des débouchés industriels essentiels à l'économie européenne pourraient être rendus beaucoup moins accessibles, pour avoir trop longtemps fermé la porte de l'Europe aux produits agricoles sud-américains, très concurrentiels pour les producteurs subventionnés européens.

4 – La France : des initiatives complémentaires

La France est le partenaire privilégié de l'Amérique Latine depuis des décennies sur les plans du développement de la solidarité envers les plus démunis, des coopérations sociales ou culturelles ou des échanges économiques.

Cette relation privilégiée entre France et Amérique Latine s'établit depuis des décennies dans un domaine de coopération très diversifié qui ne se limite pas qu'à des actions économiques. Si le Général de Gaulle appelait déjà en 1964 à *"un resserrement des rapports entre la France et l'Amérique latine pour aider le monde à s'établir dans le progrès, l'équilibre et la paix"*, les relations entretenues depuis 1997 par les chefs d'Etats et les gouvernements lors des divers sommets ou visites, ont confirmé cette volonté et ont permis de faire bénéficier cette région d'aides concrètes sur les plans de la formation, de la coopération institutionnelle, des nouvelles technologies ou du patrimoine culturel.

La France est un réel trait d'union entre l'Europe et l'Amérique Latine. C'est vrai sur le plan territorial avec ses départements d'Amérique : Martinique, Guadeloupe, Guyane, mais aussi sur le plan diplomatique. La France affiche d'ailleurs fortement cette volonté d'être motrice des échanges, que ce soit conjointement avec l'Espagne ou que ce soit individuellement. Et cela provient principalement, de nos profondes racines latines, mais aussi des grands idéaux de liberté et de l'émancipation des Droits de l'Homme, largement partagés par les pays du continent sud-américain.

Mais ces liens sont essentiellement noués par les gouvernements et leurs représentants, d'homologues à homologues, par les ONG ou par les talents et dynamismes de nos créateurs artistiques et entrepreneurs. Ces liens sont forts et multiples, mais il apparaît que le conjoncturel prend encore l'avantage sur le structurel. Ce faisceau est favorable aux échanges, il en est le terreau fertile. Mais il reste peu planifié et lié à des initiatives de niches. Pourtant, ces liens contribuent à homogénéiser ce continent sud-américain sur les plans de la politique, de la sécurité, de l'environnement juridique. Cette homogénéité est la base pour le développement des marchés, des coopérations technologiques ou industrielles, des investissements avec pour conséquence le développement du niveau de vie des populations (note 7).

Aussi, la France appelle les pays d'Amérique Latine à intensifier ces relations pour le renforcement mutuel

des identités locales, tout en réussissant les intégrations régionales. Ces liens tissés par la France avec l'Amérique Latine constituent un atout indéniable dans la construction de la relation Union Européenne / Amérique Latine, pour faire reconnaître ces deux identités régionales dans une partition mondiale qui se veut multipolaire au détriment d'un unique concert Asie / USA.

CHAPITRE III

PROPOSITIONS POUR UN INFLECHISSEMENT DES POLITIQUES EUROPEENNES ET FRANCAISES

L'Amérique Latine est certainement la nouvelle donne possible géostratégique et géopolitique qui devrait intéresser l'Union Européenne et notamment la France, à plusieurs titres, car au regard de ce qui précède, les défis sont de taille.

Au plan politique, il leur faut concourir à préserver, voire conforter, la multipolarité naissante dans l'espace latino-américain.

Sur le plan économique, la France et l'Union Européenne doivent appréhender le risque de se voir rejetées des deux grands marchés potentiels à l'échelle mondiale : la grande zone de libre échange des Amériques (ZLEA) et les marchés entre l'Amérique Latine, l'Asie du Sud-Est, le Pacifique, portés par le G 20 sur un axe politique "pays émergents", avec en figure de proue, le Brésil, la Chine et l'Inde.

Même si la marge de manœuvre est étroite, la France et l'Union Européenne disposent toutefois de quelques leviers spécifiques. En effet, le dénominateur commun aux pays d'Amérique Latine est la recherche du progrès social avec une volonté d'émancipation vis-à-vis des USA, voire pour quelques pays, une 2^{ème} rupture anti-colonialiste. A l'opposé, aussi bien les USA que les pays du Sud-Est asiatique (principalement la Chine), ne continuent à voir dans l'Amérique Latine, qu'un espace pourvoyeur de matières premières ou de produits agricoles, avec en outre pour les USA, des intérêts liés à une politique de défense. Les préoccupations de ces deux blocs sont donc essentiellement immédiates, utilitaires, mercantiles, et donc très éloignées des préoccupations sociales et environnementales.

Il convient donc que par des investissements à moyen et long terme, la France et l'Union Européenne se positionnent en Amérique Latine par des stratégies prenant en compte ces aspirations.

1- Choix politiques

Pour l'heure, la politique de la France en Amérique Latine se réduit à des velléités, à défaut d'une politique globale affirmée. Après des divergences avec Washington liées à la crise irakienne, cette prudente neutralité serait-elle à mettre au compte d'une forme de recomposition, sorte de rabibochage constatant l'unipolarité du monde et son acceptation ?

Si tel est le cas, ce positionnement appelle des politiques autrement audacieuses. Il conviendrait de se situer d'abord dans une politique résolument européenne. Seule l'Europe peut atteindre une masse suffisante autant dans les domaines technologiques qu'économiques pour être concurrentielle des USA. Ensuite, par sa multipolarité naissante, l'Amérique Latine peut au plan politique cristalliser un contrepoids à l'unipolarité US. Préserver cette émergence en portant la contestation ou même la concurrence idéologique et politique sur le sous-continent peut fixer les USA sur leurs frontières et ainsi présenter l'avantage de libérer des espaces intéressants, ailleurs dans le monde (Europe de l'Est, Moyen-Orient,...) dans les domaines aussi bien diplomatiques qu'économiques (*note 8*).

Cette stratégie doit s'accompagner d'une veille diplomatique dans deux directions : un soutien aux gauches réformistes qui doivent gagner en stabilité et pratiques démocratiques ; un traitement de l'axe bolivarien sur un mode plus complexe. En effet, s'il faut le ménager dans ses objectifs de rupture anticolonialiste, il convient aussi de prévenir certaines dérives comme le retour au radicalisme des années 60-70 ou encore des tentations d'alliances avec des pays en marge du droit international. Cela aurait pour conséquence l'émergence d'un "axe du mal" (qualifié ainsi par les USA) qui pourrait contraindre l'Europe à un repositionnement unipolaire.

Enfin, même si cela relève de l'hypothèse, on peut penser qu'un jour USA et Chine auront des intérêts conflictuels sur le sous-continent, surtout si l'axe bolivarien pèse de son poids. Une présence active de l'Europe et de la France sur la zone, permettrait au gré d'alliances objectives, de troubler le jeu et d'en tirer des bénéfices.

2 – Choix économiques et environnementaux

La problématique économique est difficile. On l'a noté dans les rapports entre la PAC et le MERCOSUR, les intérêts des deux parties sont souvent contradictoires. Pour exemple, les pays sud-américains sont fortement demandeurs d'une exportation de leurs produits agricoles, dans le cadre d'un libre échange, alors que la France et l'Union Européenne n'ont aucun intérêt à neutraliser leurs droits de douane. Commerce équitable oui ! Mais pas au prix d'une atteinte à nos propres systèmes !

Toutefois, il convient de nous positionner. On peut alors opter pour un créneau quelque peu paradoxal qui combinerait éthique et économie et qui serait fort différent du positionnement U.S. ou asiatique. Si certains trouvent que cette stratégie relève d'un tiers-mondisme trop béat, ils peuvent l'analyser plus prosaïquement en terme de retours sur investissements. On peut alors envisager quelques pistes.

Les multinationales européennes implantées en Amérique Latine ont plus à gagner d'une stabilité politique locale que d'une effervescence récurrente. Cela a un coût qui peut passer par l'acceptation de bénéfices taxés, par la mise en œuvre d'infrastructures sociales au bénéfice de la collectivité... et peut-être jusqu'aux salaires et aux conditions de travail. En outre, dans un espace latino-américain au tissu social constitué majoritairement d'artisanats et de petits commerces familiaux on peut favoriser l'accès au développement par le micro-crédit expérimenté dans d'autres régions du monde. Solution d'autant plus envisageable que les politiques sociales mises en place devraient déboucher sur un recul partiel de la pauvreté, donc sur une croissance de la consommation interne.

De plus, un comportement plus exemplaire que d'autres dans le domaine environnemental et le développement durable pourrait contribuer à l'assise et à la reconnaissance de l'influence européenne sur certaines valeurs et à promouvoir son image.

Enfin, il est un domaine strictement économique où les exemples US et asiatiques sont par contre à suivre. Puisque la pénétration économique par les systèmes d'intégration régionaux est difficile, la stratégie des accords bilatéraux est à retenir.

3 - Choix socio-culturels.

Si d'un point de vue culturel, l'Amérique Latine est attirée par l'Europe, on peut regretter le manque de réciprocité et de curiosité réelle pour les cultures du sous-continent. Hormis avec le Mexique, les liens touristiques sont assez peu développés. Ce secteur pourrait faire l'objet d'un développement plus ciblé. Outre qu'un tourisme incitatif apporterait des retombées économiques, il contribuerait à une meilleure connaissance des populations.

Toutefois, l'effort premier doit porter sur la formation des élites latino-américaines. Particulièrement à travers l'enseignement supérieur et scientifique. Depuis les années 80, les USA s'en sont quasiment assurés le monopole. Pourtant, le réseau des lycées français et de l'Alliance Française est fourni et peut constituer un socle intéressant. On peut envisager deux axes :

- l'un dans le sens de l'Amérique Latine vers la France, accompagné d'une politique volontariste facilitant l'entrée dans nos enseignements supérieurs. Il faut alors que le Ministère des Affaires Etrangères opère un suivi efficace de ces élites pour faire bénéficier notre économie d'un retour sur investissement.
- L'autre dans le sens de l'Europe vers l'Amérique Latine, en créant des espaces d'enseignement supérieur communs à plusieurs pays du sous-continent. Cet axe permettant un ancrage plus profond (*note 10*).

Mais le champ éducatif peut s'étendre à d'autres secteurs et à d'autres couches de la population. Tout pays en voie de développement souffre de carences dans les niveaux de formation technique et technologique. Si le développement de la zone se confirme, ce secteur connaîtra des besoins nouveaux. La France a déjà implanté des enseignements de ce type au Mexique. L'expérience pourrait être étendue (*note 9*).

Enfin, on peut ajouter à cette palette, l'humanitaire, où la France est déjà très présente, particulièrement en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, et les échanges dans le cadre de pratiques sportives communes à l'Europe et à l'Amérique Latine, qui sont nombreux.

Ainsi, globalement, cet investissement éducatif et culturel à notre portée aurait vocation à déboucher plus naturellement vers des coopérations économiques. Autrement dit, à l'inverse de certaines puissances, et en tenant compte de nos atouts, ce terrain à développer pourrait être l'amorce de quelques succès économiques futurs.

4 - La Guyane : un vecteur de pénétration.

En dépit d'une certaine hostilité américaine à cette présence française sur "son" territoire depuis la fin de la guerre froide, la Guyane, adossée au géant local qu'est le Brésil, est néanmoins un atout pour la France et l'Europe. Dans le cadre du Sommet de la Terre à Rio en juin 1992, la France a proposé d'en faire un pôle d'excellence en matière de protection de la forêt tropicale et d'éco développement.

La vitrine est la base du centre spatial guyanais de Kourou. Cette base occupe une place importante dans l'économie locale. Du fait de sa position quasi équatoriale elle présente un intérêt indéniable. Cette position enviée par de nombreux pays permet à l'Union Européenne de concurrencer directement les USA sur leur continent, dans le domaine de la conquête spatiale ou du militaire balistique.

Ainsi, la Guyane, terre de contrastes où s'envolent des fusées au-dessus des bidonvilles, est une position stratégique de l'Union Européenne, un coin enfoncé profondément dans cette Amérique latine, voire Amérique, tout court.

- L'axe stratégique Nord-Est/sud-Ouest.

La Guyane est aussi la porte entrouverte, par laquelle peut transiter la technologie pénétrante européenne et l'exportation des matières premières de l'Amérique Latine vers l'Europe, dans le cadre de futurs accords. De plus, la Guyane se trouve dans le prolongement de l'arc Union Européenne, Antilles, Amérique Latine. La Martinique et la Guadeloupe peuvent servir de plaque tournante au croisement des axes sud/nord de l'Amérique Latine vers l'Amérique du nord, et est/ouest de l'Union Européenne vers l'Amérique centrale.

L'Europe, dont la France dans le secteur automobile, par exemple, occupent certaines positions fortes par rapport aux industriels nord-américains du fait de leurs stratégies privilégiant technologie innovante, qualité et service optimal par rapport au volume et la banalisation de l'offre. Les nouvelles puissances émergentes comme la Chine, tentent de pénétrer ce sous-continent et viennent directement en concurrence avec les pays nord-américains. La France et l'Union Européenne ne se positionnent pas sur les mêmes segments ou avec les mêmes forces.

Les relations suivant cet axe nord-est/sud-ouest peuvent s'étoffer sur une âme solide existante sur les plans historiques et novateurs tels la culture, la technologie ou l'industrie basés sur des savoir-faire différenciateurs.

L'Amérique Latine constitue un large marché tous azimuts, souché sur une soif intense d'émancipation politique par rapport à un modèle nord américain essoufflé, soutenu par des ressources naturelles exceptionnelles, voire inexplorées, mais aussi soutenu par un territoire riche en perspectives d'expansion démographique.

- Les enjeux de l'eau

Un autre enjeu de taille en matière environnementale et stratégique future est constitué par la ressource en eau. En effet, au-delà du court et moyen terme consistant en la maîtrise des ressources pétrolières ou minières pour les grandes puissances mondiales (USA, Asie, Union Européenne), se révèle à plus long terme, l'enjeu de la maîtrise des ressources en eau douce.

Neufs pays dans le monde se partagent près de 60 % de cette ressource naturelle et renouvelable dans le monde. L'Amérique Latine possède 6 % environ des ressources mondiales, avec notamment en tête, le Brésil (5418 milliards de m³/an), puis à un degré moindre, la Colombie et le Pérou et cette zone humide se présente comme le principal réservoir naturel mondial.

A l'opposé, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Inde sont des pays aux ressources en eau quasi-nulles ou très faibles, dont les besoins hydriques sont considérables. A long terme, l'eau sera donc une ressource rare, chère et disputée. La Guyane est au cœur même de ce réservoir et est une tête de pont vers les zones sèches, soit autant de marchés.

- Autres enjeux.

Outre donc ses ressources naturelles en bois et en eau, la Guyane dispose de ressources minières (or) ou maritimes (pêche) sous-exploitées, voire pillées dans des conditions clandestines ou illégales par les

pays voisins. La France et l'Union Européenne se doivent donc d'affirmer leurs droits et leur souveraineté sur ce continent sud-américain, au travers de leur présence en Guyane. Cela va au delà d'un simple effort d'ancrage territorial, jusqu'à la préservation de leurs intérêts commerciaux et économiques futurs dans cette région du monde.

Ce développement doit s'accompagner de la mise en œuvre d'une politique de préservation de l'environnement exemplaire, d'une politique de développement durable que la France et l'Union Européenne sont parfaitement capables de développer. Mais un premier pas consistera sans doute, à faire évoluer l'image négative ressentie de la Guyane : un enfer vert, encore associé à l'idée de baignade et de la pratique de l'orpaillage illégal.

CONCLUSION

L'Amérique Latine se trouve dans la situation paradoxale d'un présent suspendu entre un passé en partie révolu et un devenir aux contours incertains. Le sous-continent longtemps figé dans des affrontements idéologiques caricaturaux enclenche aujourd'hui une marche en avant dont la difficulté d'analyse tient au fait qu'elle ne relève plus de processus manichéens... sans qu'on puisse toutefois affirmer que les vieux leurres ne feront pas leur réapparition, ici ou là. Une seule certitude : le panaméricanisme dans sa forme primaire du siècle dernier s'essouffle largement, mais pour quelles perspectives nouvelles ?

Sur l'échiquier se joue une partie serrée dont nul ne peut prédire la durée et l'issue... à moins que la complexité des situations ne fasse justement que la partie s'inscrive dans une durée indéfinie et que pour longtemps l'Amérique Latine devienne une zone ouverte.

Sur fond de crises sociales récurrentes, les pions sont répertoriés. Gauches "possibilistes", gauches bolivariennes, mélange souvent confus de socialisme, de populisme, de pétro-dollars, d'alter mondialisme et de deuxième rupture anticolonialiste. USA à l'assaut d'une reconquête dont les objectifs sont plus ciblés et les stratégies moins visibles et plus élaborées. Chine qui trouve dans cet espace des solutions à son besoin vital d'importations en matière premières et en débouchés à ses produits manufacturés et qui devient aussi un des grands investisseurs de la région. Union Européenne qui cherche sa place avec plus de difficulté parce que ses intérêts stratégiques ou commerciaux la font en apparence moins dépendre de cet espace que ces autres puissances. Et se risquer à des analyses géopolitiques et géostratégiques à propos de l'Amérique Latine d'aujourd'hui, c'est anticiper le positionnement de ces pions les uns par rapport aux autres, et les lignes de force que les différentes combinaisons sous-tendent. Exercice d'autant plus difficile que s'ajoute à ces données, celle d'un espace positionné au carrefour d'intérêts entre le bloc des pays industrialisés et celui des pays émergents.

Vargas Llosa a dit de l'Amérique Latine qu'elle est "un continent qui manque d'identités parce qu'elle les a toutes". On pourrait ajouter qu'elle est "sol y sombra". A cause de ce constat, les européens éprouvent des difficultés à croire en l'Amérique Latine. Tantôt s'impose le versant "ombre" : de trop grandes diversités politiques, religieuses, culturelles... des violences inhérentes à chaque population, la prédominance des nationalismes sur les supra-nationalités, qui annule les domaines de convergence susceptibles de favoriser une cohésion constructive. Où alors, c'est une imagerie à la Tintin qui surgit avec des révolutions d'opérette et les stars brésiliennes du ballon rond. En conséquence, le partenaire n'apparaît pas de façon indiscutable d'autant que les conflits d'intérêts commerciaux constituent un obstacle à la formation d'une association euro sud américaine.

Il serait dommageable de ne pas dépasser ces clichés et ces a priori alors que l'Amérique Latine, parce qu'elle devient justement une zone ouverte peut constituer un espace d'évolution important de l'ordre mondial. Les crises sociales ont été dans un passé récent si dévastatrices que le mouvement enclenché aujourd'hui ne peut qu'être porteur de progrès. En outre, dans deux décennies, l'Amérique Latine pèsera démographiquement 15 à 20 % de plus. Ainsi pour ne pas être exclues de l'avenir, l'Europe et la France doivent être activement présentes avec leurs atouts dans les domaines du développement durable et de la formation. S'il est probable qu'elles n'assumeront jamais le leadership du sous-continent, leur présence, gage de multipolarité doit en revanche éviter des homogénéisations néfastes. La première concerne la réalisation d'une zone trans-américaine avec une homogénéisation politique, juridique et économique à l'échelle U.S. La seconde concerne une zone latino asiatique qui sur un axe politique et économique de croissance de la Chine et des pays émergents rejeterait l'Europe aux marges du planisphère. L'enjeu n'est pas mince.

NOTES

Note 1

Dans cet esprit, on peut également citer le président argentin Kirchner appelant au boycottage en mars 2005, des entreprises pétrolières Shell et Esso qui avaient augmenté le prix des combustibles ou encore le Président Palacio (Equateur) qui veut réexaminer les contrats miniers et pétroliers et remet en cause la base U.S. de Manta pourtant hautement stratégique dans le dispositif du Southern Command.

Note 2

Les USA ont formalisé le 17 février 2006, un éventail d'aides à la Colombie qui combine :

- soutien économique, financier et militaire ;
- aide aux méga projets hydroélectriques pétrolifères et miniers ;
- lutte contre le narcotrafic en utilisant des agents chimiques et des défoliants sur des milliers d'hectares ;
- extension du plan "Patriot" avec formation de trois bataillons d'élite, livraison de 65 à 100 hélicoptères Blackhawk ;
- Aide financière de trois à quatre milliards de dollars sur six ans.

Note 3

De même les USA voulaient obtenir du Paraguay, une disposition totale de la base aérienne Mariscal Estigarriba, piste d'aviation à 200 Km de la Bolivie. Elle dispose de 400 aviateurs et rampants US en permanence, avec des opérations d'entraînement et de formation pour les USA et pour les pays amis, des missions d'assistance médicales.

Or, le Paraguay ne voulait plus, ni immunité judiciaire des militaires US, ni pérennité de cession de la base. Donald Rumsfeld est venu à Asunción en 2005 et a apporté au Paraguay des contreparties :

- Une aide policière importante (formation, véhicules, hélicoptères, informatique électronique) ;
- L'ouverture d'un bureau FBI à Asunción ;
- Un apport financier au budget des armées.

Pour réussir l'opération "Triple frontière" à Puerto Aguazul (point de rencontre Brésil, Paraguay, Argentine) les USA sont prêts à faire de grands efforts financiers pour surveiller et maîtriser l'Aquifero Guarani, la plus grande réserve d'eau du monde.

La plupart du temps, la vieille méthode de "la carotte et du gros bâton" est suffisante.

Côté "gros bâton", Washington s'oppose à la vente de 40 avions militaires SUPERTUCANO, du constructeur brésilien EMBRAER, au Venezuela. Il est vrai que EMBRAER est l'allié du groupe US LOCKEED, que le constructeur brésilien réalise 80% de son chiffre d'affaire, au nord du Rio Grande, et qu'il vient de recevoir une commande importante d'avions de la part de l'US Army...

Côté "Carottes/Dollars", James Hill, le nouveau chef du Southern Command a demandé un budget, sur une décennie, de plusieurs centaines de milliards de dollars pour "soutenir les 19 pays d'Amérique Latine et les 12 des Caraïbes". Pour réaliser les objectifs de lutte antiterroriste et antidrogue, et de contrôle des ressources naturelles, les Etats-Unis comptent sur une présence militaire sur la formation des cadres, sur les appuis financiers de toute sorte.

Note 4

Ces théories ont connu leur apogée à la fin des années 90. Depuis, le partenariat économique USA / Mexique a démontré que ce mode de rapport renforçait le puissant et affaiblissait plus encore le faible. Les nations latino-américaines qui peuvent se permettre une relative indépendance économique à l'égard des USA, ont donc marqué une hostilité croissante à ce projet dont le support fonctionnel devait être la ZLEA. On a déjà noté que Washington tentait de contourner la difficulté par la multiplication d'accords bilatéraux.

Note 5

Depuis 2004, un coup d'accélérateur supplémentaire a été donné à cette volonté de politiques communautaires. Pour le 180^{ème} anniversaire de la bataille d'Ayacucho qui marque la fin de la colonisation espagnole, a été créée la communauté sud-américaine des Nations. Son principe englobe Mercosur et pays andins. Mais au-delà d'objectifs classiques, comme la création d'une zone de libre échange ou l'intégration des politiques régionales, ce système en affiche de nouveaux : politique commune sur les énergies et les communications, partenariat avec les Guyanes. Il faut encore ajouter le consensus qui a permis d'élire à la tête de l'OEA, le socialiste chilien I. INSULZA, permettant ainsi à cet organisme de desserrer pour la première fois l'étau de Washington, et bien évidemment le projet CHAVEZ, avec comme vecteur, l'alliance bolivarienne des Amériques.

Note 6

La PAC est un point sensible de la politique européenne et a fait l'objet de discussions internes, ou avec l'OMC. Selon la Commission, la réforme de cette PAC concerne de plus en plus le soutien à la production de produits sains et de qualité élevée, des méthodes de production écologiquement viables (problème des OGM en Amérique latine), y compris la production biologique, les matières premières renouvelables et la protection de la biodiversité.

La conférence interministérielle de Hong Kong qui s'est tenue du 13 au 18 décembre 2005 dans le cadre des négociations de l'OMC, a entériné le principe d'un accès sans droits de douanes ni quotas, des marchés développés aux pays les moins avancés (PMA). L'accord prévoit que 97 % des lignes tarifaires des PMA bénéficieront d'ici fin 2008, d'un libre accès avec l'objectif de parvenir à plus long terme, à 100 %. Par ailleurs, sous la pression de certains Etats, notamment le Brésil et autres pays émergents, un compromis a été trouvé avec le Commissaire européen Peter Mendelson, sur l'échéance de 2013 pour l'élimination de toutes les formes de subventions aux exportations, qui préserve actuellement nos intérêts agricoles. C'est la fin annoncée de la PAC. Bref, il s'agit d'évoluer de productions en quantité vers des productions en qualité. L'Union européenne doit restructurer son agriculture, mener à bien sa réforme de la PAC, avant de vouloir avancer sur le chemin d'accords équilibrés avec le Mercosur, d'autant plus que l'offre du Mercosur dans le secteur agricole, est un point fort.

Note 7

La France est confrontée, au même titre que les autres pays membres, au défi de l'élargissement de l'Union. Malgré ces défis politiques, économiques et sociaux, l'Union Européenne est le second partenaire commercial de l'Amérique Latine et le 1^{er} partenaire d'aide au développement concernant le Mercosur.

Cette aide est aussi financée par la France (17% en 2005), ce qui représente près de 500 M€/an dans les domaines des aides aux collectivités locales, de l'enseignement supérieur (plus de 10 000 étudiants/an viennent en France pour suivre leurs cursus) ou pour les nouvelles technologies. Cela permet aussi l'implantation de sites industriels ou de recherche sur ce continent et ainsi contribuer aux échanges sociaux et culturels.

Note 8

Cette contestation idéologique gagne également les U.S.A. de l'intérieur. Les dernières manifestations en masse des immigrés latino contre la récente loi sur l'intégration montrent à quel point la pénétration du sud est sensible.

Note 9

On sait trop peu qu'en Guyane, des régiments SMA (Service Militaire Adapté) ont montré un réel savoir faire en matière d'insertion et de formation professionnelle : BTP, filières bois, écotourisme... Cette action de l'armée de terre intéresse certains pays voisins par sa nature et ses résultats d'où la possibilité de la valoriser dans le cadre d'accords de coopération.

Note 10

Dans ce domaine, l'Université des Antilles et de la Guyane à toute sa place. Sa vocation d'être un carrefour, un nœud de communication et d'échanges entre Caraïbes, l'Amérique inter tropicale et l'UE doit être largement soutenue afin de favoriser le développement des relations inter régionales.

ANNEXES

Annexe 1 : Utopies et mythes

En Amérique Latine, pour des raisons qui tiennent à la représentation du monde à travers un mélange de cultures amérindiennes et hispaniques, le Mythe n'est jamais bien loin de l'utopie. Même si les gauches sud américaines semblent aujourd'hui avoir opté pour le pragmatisme en cas d'échec et d'exacerbation des crises sociales, les utopies des années 60-70 pourraient servir de repères, d'autant qu'un certain nombre de leurs composantes sont toujours présentes dans la société latino-américaine.

Dans ces années, la main mise des USA connaît son paroxysme sur fond de guerre froide et de menace communiste. A la crise sociale récurrente, s'ajoute désormais le poids des dictatures militaires chargées par la force de préserver l'espace latino américain de toute contamination. Le choc des oppositions est frontal. Au panaméricanisme sans nuance, s'opposent selon les pays des formes de résistance variées portées par trois vecteurs qui prendront vite valeur emblématique.

- Sur le plan politique :

- l'expérience cubaine et la mythification du CHE (marxisme – lutte armée – pouvoir)
- L'idéologie maoïste : sentier lumineux au Pérou (lutte armée – pouvoir)
- L'expérience chilienne d'ALLENDE (gauche autogestionnaire – prise du pouvoir par la voie légale).

- Sur le plan religieux :

L'église catholique prend une position ambivalente. Une partie du bas clergé devient plus sociale que dogmatique. C'est la théologie dite de "la libération" qui proclame une convergence éthique entre christianisme et marxisme pour une société excluant l'oppression et l'exploitation de l'Homme. Les pauvres deviennent le "peuple élu de Dieu". Les luttes sociales sont sacralisées. La Révolution est d'ordre messianique.

- Sur le plan intellectuel :

- Une intelligentsia de l'écriture (MARQUES, ASTURIAS, CORTAZAR, NERUDA ...) utilise le roman ou la poésie sur un mode symboliste pour dénoncer par ce détour la réalité politico sociale, le tout sur fond d'animisme et de fatalisme indien comme si le malheur de l'Homme était originel et non circonstanciel, comme s'il était la conséquence de forces naturelles et cosmiques contre lesquelles toute lutte est plus ou moins vaine.

Finalement, quant on met en perspective d'un côté : panaméricanisme, et de l'autre : idéologies politiques, théologie de la libération, création littéraire, l'Amérique Latine est entre les années 60 et 80 un gigantesque théâtre antique où bien au-delà de combats politiques circonstanciels s'affrontent d'abord dans une dramaturgie manichéenne, les forces du Bien contre celle du Mal. La phraséologie de M. CHAVEZ lors du dernier forum social de Caracas (janvier 2006) renvoie à cette représentation.

Annexe 2 : Deux approches de gauches "possibilistes" : Chili - Brésil

- Le Chili

De toutes les gauches "possibilistes" au pouvoir, le Chili est le bon élève de la classe. Après trois décennies de révolutions idéologiques et de ruptures violentes (Allende - Pinochet – ultra libéralisme des années 80), le Chili s'est engagé dans une voie politique et économique équilibrée. "A l'éthique des convictions, s'est substituée une éthique de la responsabilité". Il se veut le champion d'une double singularité : une ouverture économique tous azimuts, mais dans le même temps, la volonté de ne dépendre d'aucun bloc.

Cette stratégie d'ouverture se manifeste d'abord par la représentation que le pays a de lui-même. Le Chili se veut bi continental : un pied dans les Amériques, l'autre en Antarctique. Il se veut bi-océanique, à la fois par le contrôle qu'il exerce sur le canal de Beagle (Atlantique- Pacifique) et par sa volonté de maîtriser un large espace maritime. D'un point de vue économique, il est marqué par trois tropismes :

- L'Amérique du Nord : les USA sont à la fois son premier client et son premier fournisseur. Toutefois, pour illustrer la double singularité énoncée plus haut, cela ne l'a pas empêché de prendre une position très divergente à celle de Washington à propos de la crise irakienne.

- Asie du Sud-Est (Chine, Japon) : la formule : "Océan Pacifique, océan du futur", appartient au président R. LAGOS.

- Ses voisins sud-américains dont il est parfois dépendant : (livraison de gaz bolivien via l'Argentine). Mais là encore, la singularité se manifeste, puisqu'il n'est que membre associé du Mercosur.

Si l'on doit retenir les chiffres les plus significatifs de cette politique d'ouverture, en une décennie, le Chili a conclu à travers le monde, 31 accords de libre échange. Cette stratégie bénéficie de deux supports favorables :

- D'abord, une situation politique stable. La concertation de centre gauche, aux affaires depuis 16 ans et qui a assuré la transition de l'après Pinochet, a restauré progressivement et sans heurts, le système démocratique. Elle a évité l'écueil des règlements de comptes. Elle a donné à l'armée une sorte de fonction ataturkienne qui en fait la gardienne des institutions et garantit le pays contre tout aventurisme. Enfin, la concertation de centre-gauche s'est résolument positionnée dans la continuité d'une économie de marché. Si bien que cet ensemble marqué par la stabilité, n'a pu qu'encourager l'investissement étranger.

- Le second support favorable étroitement dépendant du premier, concerne l'économie. Aujourd'hui, nombre d'indicateurs sont positifs : cours du cuivre élevé, exportation de minerais en expansion (demande chinoise en particulier), croissance de 6 % en 2004, inflation de 1,1 %, chômage de 8 %, balance commerciale excédentaire, dette publique 15 % du PIB, PIB/habitant : 4 112 \$ (ce qui place le Chili juste derrière le Mexique-Costa-Rica-Panama). Mais au-delà de ces chiffres, c'est la régulation équilibrée de l'économie de marché qui doit retenir l'attention. Le point concernant la politique des privatisations est significatif.

Même à l'époque de Pinochet ou de l'ultra libéralisme, les mines de cuivre sont toujours restées la propriété de l'Etat. Celles ouvertes au début des années 2000 qui bénéficient d'investissements étrangers, sont à parité public privé, avec depuis 2004 une taxation sur les bénéfices de ce dernier secteur. Au contraire d'autres voisins (Argentine), la politique économique chilienne n'a pas été de privatiser à tous crins en bradant les entreprises à bas prix. Il y a eu une volonté de protéger le secteur des PME, parce que les responsables ont compris que se jouait là l'équilibre social du pays. Pour ce faire, la banque centrale a agi sur trois secteurs : contrôle des flux financiers, stabilité des taux d'intérêt et des taux de change. Quant à la taxation des bénéfices des investisseurs étrangers, elle est aujourd'hui destinée à la mise en œuvre d'infrastructures sociales que Michèle BACHELET s'est engagée à développer plus encore, avec la création d'un système de protection sociale d'ici 2010.

Au final, le taux de pauvreté est passé de 42 à 18 %. Les biens de consommation par habitant rapprochent le Chili d'un pays européen moyennement développé. Enfin, l'espérance de vie est la plus élevée de tout le continent latino-américain (79 ans pour les femmes, 73 ans pour les hommes).

Demeurent toutefois deux points noirs à propos desquels le progrès n'est pas encore au rendez-vous. Si la pauvreté s'est réduite, l'inégalitarisme entre les catégories sociales est demeuré en l'état. Mais surtout, le sort des populations indigènes n'a guère évolué. Ce constat constitue un paradoxe au regard d'un pays dont la démocratie est présentée comme exemplaire. Huit peuples autochtones sont présents sur le territoire chilien (7 000 000 de personnes, soit 4,5 % de la population totale). La majorité d'entre eux sont "des gens de la terre", traduction littérale de "Mapuche". Ces peuples occupent un espace géographique dont les ressources naturelles sont déterminantes pour l'économie chilienne : bois (dont les exportations représentent la deuxième source de revenus du pays), mines, élevage de poissons. A revendiquer cet espace et une part des profits qui y sont afférents, les "Mapuche" sont les empêcheurs de tourner en rond d'un socialisme pragmatique qui s'enorgueillit d'être un modèle de développement et qui, cédant sur ce terrain de revendications, craindrait d'affoler les investisseurs et les indices de croissance. Ainsi, la concertation démocratique a criminalisé les "Mapuche" en les qualifiant de "terroristes". Aujourd'hui, sous les pressions des organisations internationales de défense des droits humains, le seul infléchissement notable est qu'on a substitué au terme "terroristes" celui de délinquants de droit commun qui s'attaquent à la propriété privée. Le gouvernement de Michèle BACHELET ferait bien toutefois de ne pas laisser la situation en l'état. La montée en puissance des mouvements indigènes en Amérique Latine est aujourd'hui un fait avéré et à moyen terme, les voix "Mapuche" pourraient bien s'agréger à un mouvement politique plus global.

- Le Brésil

La situation socio-économique du Brésil est notablement différente de celle du Chili. Trois grandes problématiques la caractérisent :

- l'extrême concentration des richesses dans les mains de quelques uns (1 % de la population détient 53 % des richesses du pays)
- Le taux d'indigence élevé (près de 30 % de la population doit se préoccuper de problèmes basiques de survie alimentaire)
- La dangerosité croissante touchant les biens et les personnes : 50 000 homicides recensés par an, ce qui place le Brésil au 3^{ème} rang mondial après la Colombie et la Russie.

C'est sur ce background socio-économique caricatural qu'est survenue l'élection de Lula en 2002. Elle a parachevé la longue transition séparant les années de dictatures militaires (1964-1974) de l'avènement d'une gauche modérée. Celle-ci est l'œuvre d'une coalition hétérogène (Parti des Travailleurs) ou se mêlent puissants syndicats, ouvriers aisés, mondes associatifs et religieux, à la variété aussi multiforme qu'est l'immense Brésil et sa structure fédérale. Cet ensemble bouillonnant n'est irrigué par aucune orthodoxie idéologique, ce qui explique pour beaucoup son pilotage à vue et une stratégie qui s'apparente un peu à celle du "poker menteur".

Lorsque Lula est élu en 2002, il l'est plus sur un programme révolutionnaire que "possibiliste". A l'époque, César Benjamin, économiste, membre du Parti des Travailleurs, a assez bien résumé la situation : *"toute politique qui se contente de gérer les revenus sans toucher à la répartition des richesses est notoirement insuffisante. Nous devons modifier les structures socio-économiques du pays selon quatre axes majeurs : propriété de la terre, contrôle du système financier, contrôle des technologies de communication comme vecteur de la formation des opinions, accès à l'éducation..."* Et d'expliquer plus loin avec fatalisme, que cette politique-là ne verrait que très partiellement le jour, dans la mesure où il était impossible de modifier les structures sociales en rompant avec le modèle économiste néo-libéral. Ainsi, peut-on affirmer aujourd'hui, que la politique de "gauche possibiliste" brésilienne, est une politique par défaut.

Tout de même, deux grands programmes sociaux ont été mis en place par le gouvernement Lula : l'un, "programme Faim Zéro", afin que tous les brésiliens puissent bénéficier de trois repas par jour, l'autre, dans le cadre de la sécurité publique. Des progrès ont été enregistrés que d'aucuns jugeront très mitigés. Toutefois, la structure fédérale du pays (27 Etats avec une faible majorité de gouverneurs acquise à la cause de Lula), est une réelle entrave à la modernisation avec la superposition de trois niveaux décisionnels, pas nécessairement cohérents (municipalités, Etats, administration fédérale). On notera enfin au chapitre des programmes sociaux, une autre grande question en partie éludée à ce jour : celle des paysans sans terre, avec pour résultat des rapports extrêmement tumultueux entre ces derniers et le Parti des Travailleurs.

Finalement, c'est au plan de sa politique extérieure, de son ouverture économique, de l'image qu'il donne au monde comme puissance régionale affirmée que le Brésil de Lula connaît ses meilleurs résultats.

Au cours des trois dernières années, les initiatives se sont multipliées. Au plan économique, le Brésil a amplifié une double ouverture vers l'Asie du Sud-est et l'Europe. Il a renforcé ses liens (parfois orageux) avec l'Argentine, ce qui a donné plus d'efficacité au Mercosur. Mais, c'est sans doute au plan politique que cette volonté aura été la plus manifeste. Il a multiplié les contacts pour devenir membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il s'est imposé comme un des leaders du G20. En envoyant une force d'interposition en Haïti, il s'est donné l'image d'un facilitateur de paix. En intervenant diplomatiquement dans certains conflits latino-américains (Vénézuéla Colombie), celle d'un médiateur.

Au final, la politique "possibiliste" de Lula est particulièrement contrastée et au regard de ce constat, la question qui surgit est celle du résultat de l'élection présidentielle de 2006. Pourquoi peut-on prendre le pari que Lula sera réélu, lui qui combine les handicaps d'avoir été élu en 2002 contre les pressions du libéralisme américain et de la droite locale et qui au cours de son mandat n'aura que très partiellement répondu aux espérances de la gauche ? Là encore, les réponses sont à chercher par défaut. On l'a déjà souligné, Lula peut s'avérer être pour Washington un allié objectif contre la révolution bolivarienne. Pour la droite, le processus de réformes ne va pas à l'encontre de ses intérêts vitaux. On peut même avancer que pour l'heure, les décideurs brésiliens ont plus à gagner en soutenant Lula qu'en s'y opposant, car ce dernier est aussi un garant objectif contre une surenchère gauchiste. Enfin, pour ceux qui l'ont porté au pouvoir en 2002, le crédit n'est pas encore épuisé, parce que le président donne l'impression de piloter des réformes qui ne sont pas encore à leur terme et qu'il faut donner une chance supplémentaire au temps.

Toutefois, on voit bien qu'il s'agit là d'un point d'équilibre politique extrêmement précaire qui pourrait être mis à mal par une rechute inflationniste ou, dans le contexte d'une situation économique si contrastée, par un affrontement direct entre néo-libéraux et gauchistes locaux.

Annexe 3 : Situation des paysans du Paraguay

Voilà un pays où pour cause d'investissements étrangers, la culture du soja transgénique est passée en une décennie sous la férule de colons allemands, japonais ou brésiliens, de 800 000 hectares à plus de deux millions. La production de coton, dont vivaient les petits et moyens propriétaires, a été divisée par deux. Pour le soja, le maître d'œuvre exclusif est la multinationale Monsanto qui en matière d'herbicides ou de pesticides, donne dans le réalisme pragmatisme. Les conséquences sont multiples : déforestation, élevages domestiques décimés, lésions cutanées sur les individus, quelquefois mortelles, comme ce fut le cas en janvier 2003. Cette situation a provoqué un exil massif de 100 000 paysans vers les zones urbaines et les a fait passer sous le seuil d'indigence. Dans le même temps, leurs terres ont pu être rachetées à bas prix. Aujourd'hui, les agriculteurs se sont organisés en coordinations soutenues par une partie de l'Eglise. Cette contestation sociale a été criminalisée par le pouvoir : 90 paysans morts depuis 2003, 1 500 autres emprisonnés pour des délits liés à ces luttes. Avec l'aval de l'Etat, les grands propriétaires ont mis sur pied des milices privées

Annexe 4 : Le "Plausible Denial"

Il s'agit là d'une politique vieille comme le monde, qui a fait ses preuves, et que les américains appellent le "Plausible Denial " (le démenti plausible) qui permet d'entreprendre une guerre de "basse intensité" vis à vis de personnalités comme Chavez, Lula, Morales et les autres...tout en se tenant prêts à affirmer que ce n'est pas vrai...

Le commandant Chavez (Venezuela) a été l'objet, début 2002, d'une campagne planifiée, qui démontrait qu'il accordait sa protection à des terroristes arabo espagnols. Arrestation pour actes de terrorisme de 8 citoyens d'origine arabe, avec des antécédents faux et inventés. Ils portent sur eux des passeports et des cartes d'identité vénézuéliens. Ils sont arrêtés à Panama, en Colombie et dans l'île d'Aruba :

- En réalité, ce sont des agents US, d'origine arabe et espagnole.
- La presse US, comme on le verra, discrédite Chavez, aux USA et internationalement.
- Avec l'aide des milieux américains locaux, tentative de renversement de Mr Chavez par les groupes économiques et politiques de l'opposition vénézuélienne (Pedro Carmona), et échec de l'opération.

La presse américaine a largement contribué à cette déstabilisation. Le chef de la mission Amérique Latine de la 3^{ème} revue US, l'US NEWS WORLD REPORT, madame Linda Robinson écrit : « des cellules d'appui à des groupes terroristes du Moyen Orient opèrent aujourd'hui au Venezuela, et des milliers de documents d'identité vénézuéliens sont distribués à des étrangers en provenance du Moyen-Orient, afin d'obtenir, par la suite, facilement, un visa pour les USA. Chavez modèle son comportement sur Castro et Cuba contrôle les services secrets du Venezuela. Devant la multiplication des liens entre Venezuela et radicaux islamiques, il convient de faire une enquête pour établir des liaisons possibles entre Venezuela et Al Qaida ».

Madame Robinson est non seulement journaliste chef de section, mais membre du conseil des relations extérieures et membre de l'institut international des études stratégiques.

Mais dans le même temps C. Powell dément. L'objectif de ce démenti étant qu'il n'efface pas totalement l'affirmation de madame Robinson. Il en résulte une diabolisation partielle à travers laquelle la déstabilisation de Chavez est poursuivie.

Annexe 5 : Historique des relations U.S.A. / Amérique Latine

Les relations USA/Amérique Latine ont connu une évolution jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle.

1^{ère} phase de 1946 à 1970 : naissance et développement d'un système interaméricain : c'est la « spécial relationship » propre à la guerre froide.

Truman déclare après YALTA : "les Amériques sont un hémisphère fermé dans un monde ouvert", un hémisphère qu'il convient de protéger du communisme. Deux instruments politiques et militaires, sous majorité étasunienne sont mis en place :

- à Rio en sept. 1947 : le traité interaméricain d'assistance réciproque ou TIAR ;
- à Bogota en mai 1948 : la charte de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA).

Fidel Castro, quelques années plus tard, surnomme l'OEA : le ministère des colonies nord américaines...

Quand en 1954, le Pt Arbenz du Guatemala, autorisera chez lui le P.C. et une réforme agraire lésant les intérêts des USA, la conférence de Caracas sera aussitôt organisée et condamnera le communisme comme une ingérence inadmissible dans les Etats d'Amérique, puis, à partir du Honduras, interviendront les Marines US, qui placeront pendant 30 ans au pouvoir, le dictateur Somoza. La crise mondiale de Cuba, qui opposera les 2 K (Kennedy, Kroutchev) aboutira à la conférence de Punta del Este qui exclura Cuba du concert interaméricain. Cette même conférence, fondera l'alliance pour le progrès, plan Marshall d'aide au développement de l'Amérique Latine, à l'ombre de laquelle le Pentagone prendra le relais en accordant des aides militaires systématiques, pour maintenir l'ordre intérieur et lutter contre le communisme.

2^{ème} phase des relations USA/Amérique Latine : années 70-90 : nouveau dialogue puis distancié et plus sélectif.

Avec Nixon et Ford, ce dialogue va obéir à l'art subtil du Benion Neglegt (quantité négligeable). Pour Kissinger, l'Amérique Latine n'est plus importante. A côté de la guerre des étoiles "rien d'important ne vient du sud".

Cependant, il développe une approche par pays clef. Par exemple le Brésil, à qui est proposé une coopération permanente. En réalité, jusqu'à Carter, les USA vont intervenir et déstabiliser les gouvernements légaux d'Amérique Latine, suspects ou hostiles. On cite souvent l'archétype chilien : la chute d'Allende en 1973, qui fait dire aux observateurs : "le requin est toujours à l'aise parmi les sardines".

Fin 1976, le Pt Carter, plein de bonnes intentions moralisatrices, veut, un moment rétablir les droits de l'homme en Amérique Latine, et faire pression sur les dictatures. Il reconnaît la souveraineté du Panama qui connaissait une situation coloniale auparavant, et abandonne Somoza au Nicaragua, réagissant trop tard quand les sandinistes s'empareront de Managua.

En 1980, Reagan "héritera" de cette situation et mettra au point la théorie des dominos et du containment en Amérique Centrale, tout en mettant à mal la doctrine Monroe, en accordant aux yeux de l'Argentine, trop de bienveillance à la Grande Bretagne pendant la guerre des Malouines...

3^{ème} phase des relations USA/Amérique Latine : 1990-2000 : la reconquête silencieuse.

Victorieux de la Guerre Froide, après la chute du mur de Berlin, les USA apparaissent comme la superpuissance, partenaire convoité de l'Amérique Latine, qui vient de subir, pendant deux décennies, la crise mondiale. C'est une période d'ouverture, de libéralisation, conduite par de nouvelles générations de cadres issus des universités américaines, c'est aussi le début d'une très forte vague d'émigration vers les Etats-Unis. En 10 ans, nous assistons à un puissant processus d'intégration, économique, social, culturel. C'est le moment des grands accords de libre échange, tels l'ELENA.

Annexe 6 : Chine et Amérique Latine : contradictions d'un partenariat

Déjà, en Amérique du Nord, la Chine a ravi au Mexique sa position de 2^{ème} fournisseur de l'économie américaine et pourrait même, en supposant que la tendance se maintienne, surpasser le Canada, au cours des prochaines années.

Il faut également noter que cette puissance commerciale va de pair avec la puissance financière, car les surplus de la balance courante du pays, de même que les flux continus d'investissements directs en provenance de l'étranger, ont permis à la banque centrale chinoise d'engranger quelques 400 milliards de dollars de réserves, épargne réinvestie notamment en bons du Trésor américain.

Ainsi, le gouvernement chinois est devenu l'un des principaux bailleurs de fonds de Washington et il devient difficile, pour la 1^{ère} puissance du monde, d'ignorer la Chine qui, de son côté, voit dans les Amériques, le marché essentiel à la poursuite de sa croissance effrénée.

Au Brésil, le Président Lula flirte publiquement avec l'idée d'une alliance stratégique sino-brésilienne. En Argentine, le Président Kirchner espérait jusqu'à tout récemment s'affranchir des politiques imposées par le FMI, grâce à un prêt de Pékin qui lui permettrait de rembourser d'un seul coup, tout ce que le pays doit à l'institution financière internationale.

Quant au Chili, champion sud-américain des ententes de libre-échange, les pourparlers visant à libéraliser le commerce avec la Chine sont en cours et il y a matière, car la Chine est déjà pour le Chili, un partenaire au moins aussi important que les USA.

Avec un taux de croissance avoisinant les 10 % par année, la Chine doit produire ou importer de plus en plus de matières premières et d'aliments.

Du milieu du XIX^{ème} siècle au début du XX^{ème}, l'Angleterre libre-échangiste investissait massivement en Amérique du Sud, afin de faciliter le transport des aliments que son économie ne pouvait produire au rythme où se développait son secteur manufacturier. Au début du XXI^{ème} siècle et pour des raisons similaires, c'est au tour de la Chine de s'intéresser au développement des infrastructures sud-américaines, l'objectif étant de s'assurer un approvisionnement sûr et continu en soja, minerai de fer et une foule d'autres matières premières.

- La route du soja

Le Brésil et l'Argentine sont donc les deux principaux partenaires commerciaux de la Chine en Amérique du Sud et un produit plus que tout autre en constitue l'explication : le soja.

En Chine, la consommation de viande augmente avec le développement économique et pour nourrir les porcs et poulets qui se trouvent plus souvent à la table d'une classe moyenne montante, il faut des quantités toujours plus grandes de tourteaux de soja. Pour satisfaire cette demande, il ne suffit plus à la Chine d'être le 4^{ème} producteur mondial de fèves de soja et elle doit en être aussi le 1^{er} importateur.

Devant la croissance spectaculaire de la demande chinoise et la pression haussière que celle-ci ne manque pas d'exercer sur les prix, les superficies plantées ne cessent d'augmenter tant au Brésil qu'en Argentine, très souvent au détriment de cultures plus traditionnelles comme le blé, le maïs ou encore, le tournesol.

C'est surtout en Argentine, à peine relevée de la crise de 2001-2002, que l'économie politique du soja se fait tout particulièrement sentir. La fermeté des prix, tout comme l'augmentation sensible des volumes exportés, ont fait de la fève de soja, l'un des piliers de la reprise économique, en même temps que l'assainissement des finances publiques.

Le Brésil n'est pas en reste, puisque les différents produits de la fève de soja représentent près de 40 % de ses expéditions vers la Chine et il est intéressant de noter que ce sont souvent les mêmes multinationales de l'agroalimentaire qui assurent les exportations brésiliennes et argentines.

Le Brésil est également un important exportateur de minerai de fer, ce qui place l'importante société minière " Vale do Rio Doce", parmi les principaux fournisseurs sud-américains de la Chine.

Si la dépendance du budget brésilien aux exportations d'aliments et de ressources naturelles est moindre que celle de l'Argentine, la reprise actuelle de l'économie reste liée aux exportations, la Chine en constituant assurément l'une des plus puissantes locomotives. En quelques années à peine et surtout grâce au soja, le commerce entre la Chine et les deux principales économies d'Amérique du Sud est donc passé de niveaux insignifiants à plusieurs milliards de dollars annuels.

Le géant asiatique est désormais le 4^{ème} partenaire commercial individuel de l'Argentine et le 2^{ème} du Brésil. Tout n'est pourtant pas qu'affaire de commerce, puisque la Chine a également pour politique, d'investir dans les pays qui sont ses principaux fournisseurs de matières premières et d'aliments.

- Le recyclage des sino-dollars

Les autorités politiques chinoises s'inquiètent de plus en plus de la dépendance du pays aux importations de matières premières. Afin de sécuriser les approvisionnements futurs, tout en tirant bénéfice de la hausse des prix, la meilleure stratégie consiste à investir directement là où se trouvent les matières premières.

Ce n'est donc pas la totalité des surplus de la balance des paiements chinoise qui prend le chemin du financement du déficit budgétaire américain, car une part importante est destinée à l'investissement direct étranger (IDE) du pays, soit dans le secteur des ressources naturelles, soit dans les infrastructures de transport et de communication des principaux pays fournisseurs.

Dans cette optique, le gouvernement chinois utilise deux leviers principaux, soit l'investissement de ses sociétés publiques, soit celui de sa grande société d'investissement, la China Trust and Investment Corporation, mieux connue sous l'acronyme de CITIC.

En novembre 2004, lors d'une visite d'Etat effectuée dans quatre pays d'Amérique Latine (Brésil, Argentine, Chili, Cuba), le Président chinois Hu Jingtao a conclu des ententes permettant de débloquer, au cours des prochaines années, des investissements de plus de 30 milliards de dollars en Argentine et au Brésil.

Pour le géant régional brésilien, tout comme pour la 3^{ème} économie d'Amérique Latine, ces investissements constitueront un baume sur les plaies ouvertes par la disette de capitaux qui sévit depuis la crise financière de 1998.

En outre, si l'investissement des sino dollars est dans l'intérêt bien compris des deux parties, les Chinois ne perdent pas pour autant de vue leurs objectifs commerciaux stratégiques. Si l'Argentine et le Brésil ont des matières premières à vendre, la Chine a, de son côté, des produits manufacturés. Le message lancé à Brasilia comme à Buenos Aires a été clair : les investissements viendront, à condition d'être moins protectionnistes à l'égard des produits chinois. Derrière les sourires officiels de leurs politiciens, les industriels locaux n'ont guère pu cacher leurs grimaces.

En Amérique du Sud, le débat n'est pas neuf. Les capitaux sont bienvenus mais doivent-ils pour autant n'attribuer aux pays de la région qu'un rôle d'exportateurs de matières premières, comme cela était la cas au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle ?

- En dehors des matières premières point de salut !

Le Brésil surtout, compte une classe industrielle puissante et peu disposée à retourner au modèle de développement basé sur la seule exportation de matières premières et d'aliments qui prédominaient avant la 2^{ème} guerre mondiale. Cette classe est effrayée à l'idée de devoir concurrencer sur le territoire national la gamme complète de la marque "made in China". Pour l'heure, ce qui préoccupe le plus les industriels argentins et brésiliens, est l'octroi par leurs gouvernements respectifs du "statut d'économie de marché" à la Chine, en échange des investissements promis.

Depuis son accession à l'OMC, la Chine qui est l'un des pays les plus régulièrement mis en cause dans les cas de dumping présumés, met toute sa diplomatie commerciale en œuvre pour qu'on lui reconnaisse aussi largement que possible, le statut d'économie de marché. C'est maintenant chose faite, en Argentine et au Brésil. Toutefois, en dépit des craintes des industriels locaux, il serait étonnant que Brasilia et Buenos Aires ne compensent pas, par l'application de mesures de sauvegarde, l'accès rendu plus facile aux produits chinois. Cela témoigne de la culture protectionniste encore profondément ancrée, tant en Argentine qu'au Brésil.

Le rapprochement entre les deux principaux pays du Mercosur et la Chine est réel et déjà conséquent, mais il ne sera pas exempt des tensions que supposent les aspirations industrielles de l'Argentine et du Brésil.

Annexe 7 : LA HISPANIDAD

La hispanidad, l'hispanité, est un vieux concept, plus ancien que celui de la francophonie, et plus homogène : c'est le sentiment d'appartenir à une même communauté de langue, et, partant, de culture, la langue et la culture hispaniques.

Sentiment d'abord diffus, qui, en quelque sorte, va de soi sans qu'on fasse quelque chose pour le développer, dont, à la fois, les Espagnols et les Latino-Américains de langue espagnole ont pris conscience après la seconde guerre mondiale, jusqu'à lui donner une résonance politique volontariste. C'est en grande partie ce sentiment d'hispanité qui explique la grande amitié qui a toujours lié deux chefs d'état aussi dissemblables que pouvaient l'être le général Francisco FRANCO et le docteur Fidel CASTRO.

Après la mort du premier, l'hispanité s'est incarnée dans la personne du souverain constitutionnel espagnol, le roi Juan Carlos Primero. Un jour de commémoration fut décrété et la date du 12 octobre choisie, à la fois fête de la Vierge de GUADALUPE et anniversaire de la découverte de l'Amérique par l'Amiral Christophe COLOMB : en ce jour communièrent tous les peuples hispanophones.

Concrètement, l'hispanité se traduit par des échanges dans tous les domaines commerciaux et culturels. L'hispanité n'intéresse pas seulement les pays hispanophones d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale,

mais aussi, plus au nord, non seulement le Mexique, mais tous les états des Etats-Unis qui furent un jour colonies de la Couronne : Floride, Louisiane, Texas, Nouveau-Mexique, Arizona, Nevada, Californie. Dans la fin des années 1980, le roi Juan Carlos I^{er} a fait dans ces Etats un voyage, geste politique fort, peut-être sans lendemain diront les esprits chagrins, semblables à celui du général de GAULLE au Québec, en moins spectaculaire, mais en plus profond, un voyage remarquable de par l'accueil qu'il reçut en Louisiane.

Car l'hispanidad se concrétise par des contacts humains.

A l'intérêt montré par les Espagnols pour leurs lointains descendants, correspond l'intérêt montré par les Hispano-américains pour ce qu'on pourrait appeler leur "mère-patrie", même si le terme est mal adapté. L'Espagne a toujours constitué un refuge idéal pour les victimes émigrées, des soubresauts des Amériques secouées par d'innombrables golpes, pronunciamientos et révolutions.

L'Espagne reste un creuset intellectuel qui attire l'élite de ces peuples qui parlent la même langue. Il n'est pour s'en convaincre que de voir les pratiques des ambassades hispano-américaines accréditées à MADRID ; Alors que la moyenne de la durée de tenue de poste de la grande majorité des représentations diplomatiques est de trois ans, les Hispano-américains n'y restent, pour la plupart, qu'un an : certes, ils n'ont pas le handicap de la langue, mais ne n'est pas la raison : la motivation est qu'il faut que le plus grand nombre possible de cadres hispano-américains aient séjourné au moins une fois sur la terre ancestrale.

Le grand moment de l'hispanidad aurait dû être, mais a quand même été, le cinquième centenaire : 1492 – 1992. C'est alors que des esprits chagrins, encore, ont fait remarquer, à juste raison, que si l'hispanité était un concept porteur pour tout ce qui était espagnol, qu'en était-il des Indiens, ceux du TAHUANTINSUYO et les autres ? Mario VARGAS LLOSA le déplore : "parmi les Espagnols des voix furibondes se sont élevées pour dire qu'il n'y avait rien à célébrer dans cette entreprise impérialiste et de rapine que fut l'arrivée de Christophe COLOMB en Amérique avec ce qui s'en est suivi". Ce fut en 1992, le combat à la mode sur les aspects positifs de la colonisation.

Il n'en demeure pas moins que si les Espagnols ont apporté à l'Amérique le pire "la soir de richesse et l'implacable croix" (selon Mario VARGAS LLOSA), ils ont aussi apporté le meilleur de la culture espagnole, et le sentiment d'hispanité reste vivace et concret. C'est le même péruvien, Mario VARGAS LLOSA, qui affirme "l'Espagnol est chez lui en Amérique latine". .

Et aujourd'hui, MADRID-BARAJAS est devenu le deuxième aéroport européen après celui de LONDRES-HEATHROW, et le dixième aéroport mondial : il est, de par la volonté politique sous-tendue par l'hispanité, la porte atlantique de l'Europe vers l'Amérique du Sud et là, interviendront à nouveau les esprits chagrins, car l'Espagne est ainsi devenue la plaque tournante du trafic de drogue en provenance de cette Amérique du Sud, particulièrement de la Colombie).

Il n'en demeure pas moins que l'hispanidad est la clé par excellence qui peut ouvrir l'Amérique du Sud à l'Europe.

BIBLIOGRAPHIE

DOSSIERS DE PRESSE

Le Monde Diplomatique	Les dilemmes de l'intégration latino-américaine Alternatives latino-américaines
Le Monde de l'Economie	La « Révolucion » Chavez est-elle exportable ? Privatisations : l'Amérique Latine est-elle allée trop loin ?
Le Monde	Evo Morales et l'arme du gaz Evo Morales un homme ambigu
Courrier International	Pouvoir indien. Populisme et anti-américanisme
The Economist	Numéros de septembre 2005 à mars 2006

SITES INTERNET

Encyclopédia Universalis	Eglises et sociétés en Amérique Latine Innovations religieuses et crises de société
I.E.P. Paris	Y.Bertoncini – Géopolitique de l'Amérique du Sud
R.I.S.A.L.	J.Tenier – Relations entre l'Amérique Latine et l'U.E. après le sommet de Guadalajara C. Durand – Les transnationales européennes en Amérique Latine Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique Latine R. Zibechi – Le nouveau militarisme en Amérique Latine S. Caceres – Bolivie les dilemmes d'une victoire annoncée P. Stéfanoni – Bolivie entre l'utopie et la réal-politik
Latin Reporter	Sommet latino arabe de Brasilia et divisions de l'Amérique Latine Argentine Brésil : frictions autour d'un leadership régional
Wikipedia	Articles divers

OUVRAGES OU EXTRAITS D'OUVRAGES

M.Vargas Llosa	Dictionnaire amoureux de l'Amérique Latine – Ed. Plon
M. Haubert	Christianisme et pauvreté en Amérique Latine
S. Kochi	L'institutionnalisation des relations économiques en Asie Pacifique
J.M. Blanquer	Les Guyanes et les Amériques entre continentalisation et « océanisation » Du panaméricanisme au transaméricanisme
P. Boniface	L'année stratégique 2005
J.F. Deluchey et C. Quenam	Les défis du président Lula Chili de l'utopisme au « possibilisme »
Anna Lemos Nelson	Groupes d'extermination dans le Brésil contemporain